



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

500 rue Saint-Fuscien - 80095 AMIENS Cedex 3

Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit RCS AMIENS 487 625 436

Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07 022 607

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie compte au 30 juin 2020 :

- 210 agences de Proximité
- 2 agence Gestion de la Relation à Distance
- 2 agences Crédit Agricole En Ligne
- 4 agences Courtiers
- 1 agence Habitat à distance
- 4 agences Banque Privée
- 5 Centres d'Affaires Entreprises
- 3 agences Collectivités Publiques
- 3 agences Promotion Immobilière
- 2 pôles Institutionnels et Associations
- 3 équipes de conseillers mobiles Assurances Agriculteurs et Professionnels
- 1 plateforme Front Office Assurances Agriculteurs et Professionnels
- 1 plateforme Allocation d'Actifs et Gestion Conseillée
- 1 Banque d'Affaires
- 1 agence Evènements de la Vie

- 85 Caisses Locales
- 19 Administrateurs de la Caisse Régionale
- 917 Administrateurs de caisses locales
- 390 000 Sociétaires

- 1,1 million de clients

Sommaire

LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	4
RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	5
1. L'ACTIVITE COMMERCIALE	6
2. LES RESULTATS FINANCIERS	7
3. LA GESTION DES RISQUES ET LES DISPOSITIFS DE CONTROLE INTERNE.....	10
4. LA STRUCTURE FINANCIERE.....	16
5. LES PERSPECTIVES	17
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	22
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMÉS	28
DÉCLARATION DU RESPONSABLE	88
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	90

Le contexte économique et financier

Le premier semestre 2020 a été historique à maints égards : certains marchés actions ont battu leur sommet historique en février, avant de connaître une chute dramatique de mi-février à fin mars, puis de rebondir de façon historique en avril et mai pour battre à nouveau leur record historique pour certains indices (comme le Nasdaq).

Du côté des actions françaises, le CAC 40 avait atteint son sommet en clôture le 19 février à 6111 points, avant de retomber à 3754 points le 18 mars (soit - 39 % par rapport au pic de février), puis de remonter à 5197 points le 5 juin (soit + 38 % par rapport au creux de mars).

Le fait marquant des marchés actions en 2020 restera probablement les **suspensions et reports de paiement de dividende**, qui ont été encouragées par les autorités, soit parce que les sociétés bénéficiaient d'aide d'état, soit parce qu'il s'agissait d'une demande de leur superviseur pour les sociétés financières (Banque Centrale Européenne dès fin mars, puis Federal Reserve System en juin).

Du côté des taux d'intérêts, l'OAT 10 ans est en baisse de - 0,22 % sur le semestre (le rendement de l'OAT 10 ans affichait - 0,11 % fin juin). Elle a cependant, à l'instar des marchés actions, connu une évolution chaotique et volatile en mars avec un mouvement d'une rare ampleur : elle est passée de - 0,38 % le 9 mars, à + 0,35 % le 18 mars (+ 0,73 % en 9 jours calendaires), et conserve depuis cette période un spread de liquidité positif contre le swap Euribor 3 mois de même maturité, ce qui n'était plus arrivé depuis 2017 et la période précédant l'élection présidentielle. On notera par ailleurs la baisse notable des taux américains dont le taux directeur de la Fed Funds a été fixé à 0 % et a entraîné avec lui le taux 10 ans américain, qui fixait à 0,63 % fin juin, en baisse de -1,25 % sur le semestre. Cet ancrage des taux à long terme américains en territoire « japonais » est le second fait marquant du semestre, car il **augure d'un prolongement accru de la période de taux bas**.

Du côté politique, la crise sanitaire n'a pas interrompu les querelles sino-américaines sur les échanges commerciaux et l'autonomie de Hong Kong. Si les élections présidentielles américaines de novembre ne devraient pas particulièrement réduire les tensions douanières, la candidature du président américain actuel ne devrait pas non plus permettre aux Etats Unis de tenir une position trop ferme et contraire aux intérêts économiques de ses citoyens.

Surtout, la véritable incertitude à fin juin réside dans la sévérité de **la reprise des contagions au Coronavirus et l'éventuelle annonce d'un vaccin**. Après le pic observé en Europe mi-avril, les contagions ont baissé jusque mi-juin mais elles ont repris depuis, soit en raison du dé-confinement, soit dans des zones peu ou pas touchées jusque-là de l'Hémisphère nord (Russie, états du sud des Etats-Unis), soit dans des zones de l'Hémisphère Sud qui sont en plein hiver (Chili, Pérou notamment, et dans une moindre mesure le Brésil) et où les contagions restent à un niveau élevé.

Côté Européen, trois sujets supplémentaires à suivre : le niveau de dureté du Brexit, l'entente effective de l'UE sur les émissions obligataires communes à venir, et enfin l'annonce de l'adhésion à l'euro de 2 nouveaux membres. On notera enfin un pétrole stable sur le semestre, malgré le flash crash de mai (prix négatif), une inflation en berne (0,1 % en France à fin juin), et un once d'Or à son sommet historique (en euro).

Au second semestre 2020, les événements à surveiller seront :

- Le niveau de la seconde vague de Coronavirus, notamment à l'automne dans l'hémisphère nord,
- L'impact de la crise économique sur le chômage à la rentrée,
- La capacité des banques centrales et des états à poursuivre indéfiniment le « quoiqu'il en coûte »,
- Les élections américaines.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1. L'activité commerciale

1.1. L'activité de collecte : les ressources de la Caisse Régionale

Les encours de collecte globale, comprenant les encours de collecte bilancielle et les encours de collecte tierce, s'élèvent à 30,3 milliards d'euros au 30 juin 2020, soit une hausse de 7,8 % sur un an portée par l'accroissement des ressources monétaires et de l'épargne bancaire.

- Les ressources monétaires (hors émissions de titres financiers) s'élèvent à près de 9,1 milliards d'euros, en augmentation de 21,3 % par rapport au 30 juin 2019, évolution liée au fort accroissement des encours de comptes à vue de la clientèle (+ 28,6 %) qui représentent 84,8 % de cet ensemble à fin juin 2020.
- L'épargne bancaire, à 10,9 milliards d'euros, a par ailleurs progressé de 7,0 % sur un an. Les encours sur livrets atteignent notamment plus de 5,9 milliards d'euros, dont près de 2,1 milliards d'euros sur livrets A. Les encours de Plan Epargne Logement (PEL) s'élèvent pour leur part à plus de 4,0 milliards d'euros, en progression de 4,2 % par rapport au 30 juin 2019.
- Enfin, la collecte pour compte de tiers atteint 10,2 milliards d'euros, en diminution de 1,4 % sur un an. Les encours d'assurance-vie, à près de 7,2 milliards d'euros, ont progressé de 0,7 %. A fin juin, les encours d'assurance-vie représentent globalement 69,9 % des encours de collecte tierce.

1.2. L'activité de crédit : les emplois de la Caisse Régionale

Les ressources collectées permettent au Crédit Agricole Brie Picardie d'apporter son soutien à l'économie locale, et contribuent à la réalisation des projets et investissements des clients.

A ce titre, ce sont près de 1,9 milliards d'euros de crédits à moyen et long termes qui ont été octroyés sur le premier semestre 2020, en baisse de 3,6 % par rapport au premier semestre 2019.

Sur l'ensemble de ces nouveaux financements mis en place, plus de 1,2 milliard d'euros sont destinés au marché habitat, soit une hausse des réalisations au logement de 10,7 % par rapport au premier semestre 2019.

La production de crédits à l'équipement, dédiés aux marchés des Professionnels, des Agriculteurs, des Entreprises et des Collectivités Publiques, est en baisse de 21 % par rapport aux six premiers mois de 2019 à cause de l'impact lié au COVID.

Enfin, les réalisations de crédits à la consommation atteignent globalement 110 millions d'euros sur les six premiers mois de 2020.

Portés par la production des PGE, les encours de crédits s'établissent à 24,9 milliards d'euros à fin juin 2020, soit une hausse globale de 5,2 % sur un an.

Au 30 juin 2020, ces encours de crédits sont constitués à 69 % de crédits habitat.

1.3. L'activité d'assurances et de services

La protection des clients est restée une priorité lors de ce premier semestre fort perturbé. En effet, le portefeuille de la Caisse Régionale a continué de progresser d'environ 5 000 contrats sur tous les marchés, et dans le même temps, notre taux de résiliation est passé pour la première fois en dessous des 10,0 %, à 9,8 % démontrant la confiance de nos assurés durant cette période d'incertitudes.

L'accompagnement de nos clients au quotidien fut une évidence qui s'est caractérisé notamment par le versement d'un geste mutualiste de 8 millions d'euros pour quelques 1 600 professionnels et agriculteurs, sachant que nous sommes restés toujours disponibles sur l'ensemble de nos canaux afin de répondre présent en facilitant toutes les démarches et besoin de protection.

1.4. « Immobilier Neuf », une offre de solutions immobilières pour les clients de la Caisse Régionale

Près de 410 clients ont pu bénéficier sur le premier semestre 2020 des conseils et de l'expertise des conseillers spécialisés dans l'immobilier de placement. Sur ce premier semestre, l'activité de la filiale détenue à 100 % par la Caisse Régionale enregistre 74 contrats fermes de réservation pour un chiffre d'affaires de plus de 0,8 million d'euros.

2. Les résultats financiers

Dans sa séance du 28 juillet 2020, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale a examiné les comptes sociaux et consolidés au 30 juin 2020.

2.1. Les comptes sociaux

Le compte de résultat

Le Produit Net Bancaire (PNB) d'activité du premier semestre 2020 s'élève à 249 M€, en baisse de 4,5 % par rapport aux six premiers mois 2019. Le niveau d'activité commerciale, bien qu'impacté par un contexte de taux bas défavorable à l'activité d'intermédiation et par un contexte économique et social particulier (confinement), permet de maintenir ce PNB.

Dans le même temps, le PNB de portefeuille atteint 2,1 M€, en net retrait par rapport au premier semestre 2019, du fait de l'absence de dividende Crédit Agricole SA suite aux recommandations de la Banque Centrale Européenne du 27 mars 2020 (cf. communiqué financier du 7 avril 2020).

Globalement, le Produit Net Bancaire du premier semestre 2020 atteint 251,1 millions d'euros, contre 319,5 millions d'euros en 2019 sur la même période, soit une régression de plus de 21 %.

Les charges de fonctionnement nettes s'élèvent à 159,7 millions d'euros, et restent stables par rapport à celles du premier semestre 2019. Le coefficient d'exploitation s'établit quant à lui à 63,6 % au 30 juin 2020 contre 50% au 30 juin 2019, sous l'effet de la baisse du Produit Net Bancaire lié au contexte économique.

Le résultat brut d'exploitation atteint ainsi 91,4 millions d'euros, en baisse de 42,7 % par rapport aux six premiers mois de 2019.

Le coût du risque passe de 6,3 millions d'euros au 30 juin 2019 à 18,9 millions d'euros à fin juin 2020. Au sens de la réglementation bâloise, le taux de défaut (EAD Défaut/EAD) est de 1,24 % (contre 1,31 % au 30 juin 2019), pour une exposition globale de la Caisse Régionale (EAD) de près de 27 milliards d'euros. La Caisse Régionale maintient ainsi un taux de défaut très inférieur à celui du marché français. Le coût du risque s'établit à 18,9 millions d'euros. La Caisse Régionale poursuit ainsi ses dotations sur crédits sains et maintient un taux de couverture des crédits en défaut élevé à 131,0 % à fin juin 2020, contre 127,1 % au 31 décembre 2019, très supérieur à celui du marché français.

Après prise en considération du résultat net sur actif immobilisé, de la dotation nette aux Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net social de la Caisse Régionale s'établit à 41,2 millions d'euros au 30 juin 2020, en diminution de 61,2 % comparativement au premier semestre 2019.

Le bilan

Au 30 juin 2020, le bilan en base individuelle du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 34,4 milliards d'euros.

Les capitaux propres hors FRBG, à 3,2 milliards d'euros, représentent ainsi 9,5 % du passif.

Ceux-ci sont notamment constitués :

- du capital social, pour un montant de 277 millions d'euros, divisé en parts sociales pour un montant de 125 millions d'euros et en certificats coopératifs d'investissement et certificats coopératifs d'associés pour un montant de 152 millions d'euros ;
- des primes et réserves pour un montant de près de 3 milliards d'euros.

2.2. Les comptes consolidés

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale à ceux de l'ensemble des 85 caisses locales, du fonds dédié Brie Picardie Croissance, de la filiale de la Caisse Régionale S.A.S. Brie Picardie Expansion et des sociétés de titrisation (FCT 2015, 2017, 2018, 2019 et 2020) cf. « Faits marquants du semestre » ci-après, et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.

Faits marquants du semestre

Au 30 juin 2020, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2020) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales, le 12 mars 2020. Cette transaction est un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au FCT Crédit Agricole Habitat 2020 pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (établissements de crédit (43%), fonds d'investissement (32%), banques centrales (25%)).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse Régionale Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 83,9 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2020. Elle a souscrit pour 11,3 millions d'euros de titres subordonnés.

Le compte de résultat

Au 30 juin 2020, le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 253,2 millions d'euros, en diminution de 20,7 % par rapport au 30 juin 2019. Cette baisse est essentiellement liée au non versement au 2^{ème} trimestre 2020 de l'acompte sur dividende de la SAS Rue La Boétie qui était de 46,6 M€ en 2019 suite aux recommandations de la Banque Centrale Européenne en date du 27 mars 2020.

Les charges de fonctionnement nettes sont en hausse de 0,7 % par rapport au premier semestre 2019. Le Résultat Brut d'Exploitation est de 87,3 millions d'euros, en baisse de 43,5 %.

Le coût du risque augmente de 13,1 millions d'euros pour s'établir à 20,8 millions d'euros au 30 juin 2020.

Après traitement de l'impôt sur les bénéfices, le résultat net (part du Groupe) ressort à 48,2 millions d'euros, en baisse de 58,3 % par rapport au 30 juin 2019.

Le bilan

Le total bilan consolidé atteint plus de 35,3 milliards d'euros au 30 juin 2020, supérieur de 11,8 % à celui du 31 décembre 2019. Les évolutions significatives par rapport à fin décembre 2019 sont détaillées ci-après.

A l'actif du bilan :

- les prêts et créances sur la clientèle sont en augmentation de 637,3 millions d'euros, soit une évolution de 2,7 % ;
- les prêts et créances sur les établissements de crédit sont en forte hausse de 2,5 milliards d'euros soit de 118,6% ;
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont en baisse de 187,1 millions d'euros au 30 juin 2020 ;
- les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont en diminution de 103,2 millions d'euros au 30 juin 2020.

Au passif du bilan :

- les dettes envers les établissements de crédit (essentiellement vis-à-vis de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement interne au Groupe) sont en progression de 2,6 milliards d'euros pour atteindre 19,5 milliards d'euros ;
- les dettes envers la clientèle augmentent de 1,2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2019 ;
- les dettes représentées par un titre diminuent de 174,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019 ;
- les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élèvent à 3,9 milliards d'euros au 30 juin 2020.

2.3. Les participations et filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et avances consolidables s'élève à 2,1 milliards d'euros à fin juin 2020.

Les filiales propres

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30 juin 2020 :

D'une société consolidée :

- La S.A.S. Brie Picardie Expansion, au capital de 70 millions d'euros, dont l'objet est d'acquérir et de gérer des participations dans des sociétés non cotées en création, en développement ou matures, présentant de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité, voire susceptibles d'être introduites en bourse.

De sociétés non consolidées :

- La S.C.I. de l'Oise, au capital de 1,5 million d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de l'Oise ;
- La S.A.S. ESPAR, au capital de 540 000 euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières ;
- La S.A.R.L. IFEP, au capital de 405 000 euros, société marchand de biens ;
- La S.A.S. LOCPAR, au capital de 7 622,45 euros, qui détient des actifs immobiliers hors exploitation sur le département de la Seine-et-Marne ;
- La S.N.C. DU BOURDEAU, au capital de 1 500 euros, qui gère un stock de terrains en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S. LES 2M, au capital de 37 000 euros, société qui porte essentiellement des fins de programmes immobiliers ;
- La S.A.S. Immobilier Neuf Crédit Agricole Brie Picardie, au capital de 100 000 euros, société dont l'objet est de réaliser des transactions immobilières sur tous types de biens et/ou droits immobiliers ;
- La S.C.I. Brie Picardie Chessy Logements, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est l'acquisition d'un immeuble en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S VAL BRIE PICARDIE INVESTISSEMENT, au capital de 1 000 000 euros, dont l'objet est l'acquisition en vue de la location d'immeubles à usage d'habitation, commercial ou de bureaux, ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière ;
- La S.A.S VAL BRIE PICARDIE GESTION, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est la réalisation d'études ou de fournitures de conseil dans le domaine des investissements en immobilier.
- La SAS VILLAGE BY CA BRIE PICARDIE BRIE PICARDIE, au capital de 500 000 euros, dont l'objet est de favoriser la promotion et la diffusion de l'innovation, de participer au déploiement de l'innovation au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie et plus généralement du Groupe Crédit Agricole, de leurs territoires, partenaires et clients.

Les filiales nationales

Au 30 juin 2020, au sein du groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- La S.A.S. RUE LA BOETIE, valorisée pour un montant de 1 055,3 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.N.C. SACAM MUTUALISATION, valorisée pour un montant de 886 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM DEVELOPPEMENT, valorisée pour un montant de 37,2 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM INTERNATIONAL, valorisée pour un montant de 23,9 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM AVENIR, valorisée pour un montant de 15,2 millions d'euros au bilan consolidé.

Les filiales de moyens

Les principales filiales de moyens auxquelles la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres caisses régionales sont les suivantes :

- G.I.E. CAPRINT : regroupement de moyens éditiques et fabrication des chèquiers ;
- G.I.E. CA TOP : regroupement de moyens pour le traitement des chèques ;
- G.I.E. ACHATS CONSEILS : négociation de contrats, de services et d'équipements ;
- G.I.E. CA INNOVE : regroupement de moyens pour l'innovation dans le Groupe ;
- G.I.E. C.A.T.S. (CA TECHNOLOGIE ET SERVICES) : regroupement de moyens pour la conception, la fabrication, la maintenance et l'exploitation du système d'information et, en relation avec les caisses régionales, permettant d'assurer le pilotage des projets informatiques depuis l'exposition des besoins jusqu'au fonctionnement ;
- G.I.E. COOPERNIC : gestion des coopérations entre caisses régionales dans différents domaines (affaires internationales, gestion du portefeuille titres et participations...) ;
- G.I.E. COBALT : gestion de la coopération entre caisses régionales dans le domaine de la gestion des outils Bâlois ;
- S.A.S. Crédit Agricole Payment Services : société commerciale spécialisée dans le traitement des flux financiers ;
- S.A.S. CA CHEQUE : société spécialisée dans le traitement et le pilotage du traitement des chèques et toutes prestations de services pouvant s'y rattacher ;
- GIE CS PLATINE : regroupement de moyens dans les activités du pôle métier des marchés spécialisés : International, Cash Management, Financement des Entreprises ;
- SAS CRAFT : société de conseil dans le domaine du datamining.

Le fonds dédié Brie Picardie Croissance

La Caisse Régionale détient au 30 juin 2020 une participation de 100 millions d'euros dans le fonds professionnel dédié Brie Picardie Croissance, créé le 23 février 2015.

La Foncière

En 2018, le Crédit Agricole Brie Picardie et le Groupe Duval se sont associés pour créer la foncière Val Brie Picardie Investissement qui porte les ambitions immobilières de la Caisse Régionale, banque leader de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de la Somme et du Groupe Duval, acteur majeur de l'immobilier.

Le partenariat vise à investir dans des actifs générant une rentabilité importante et créant de la valeur à terme, à la fois pour les deux groupes et pour les territoires d'investissements. Il s'appuie sur deux structures :

- La foncière Val Brie Picardie Investissement détenue à 90% par le Crédit Agricole Brie Picardie et à 10% par le Groupe Duval.
- Val Brie Picardie Gestion, SAS détenue à parité par les deux groupes.

Les investissements de la Foncière consistent en actifs immobiliers réels, en direct ou via la prise de participation dans des véhicules et interviennent sur le territoire de la Caisse Régionale de Brie Picardie (Seine-et-Marne, Oise et Somme). La foncière investit pour une durée de moyen et long terme, mais peut également prendre des participations minoritaires dans des projets de promotion. Elle peut aussi bien investir en immeubles d'activité (bureaux, commerces, logistique...) et en immeubles de logements. Ces investissements sont réalisés dans le respect de la politique financière validée par le Conseil d'Administration de la Caisse, qui prévoit notamment de limiter la participation par actif à un plafond de 20 millions d'euros et un process strict de sélection des actifs.

L'ambition est de disposer à 10 ans d'un portefeuille d'actifs immobiliers de 500 M€ à forte rentabilité.

3. La gestion des risques et les dispositifs de contrôle interne

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse Régionale est exposée sont :

- les risques de crédit,
- les risques de marché,
- les risques liés à la gestion du bilan :
 - le risque de taux d'intérêt global,
 - le risque de change,
 - le risque de liquidité et de financement.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels,
- les risques juridiques,
- les risques de non-conformité.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du Rapport financier annuel 2019, dans le chapitre 5.2 « Le suivi et la gestion des risques inhérents aux activités » du rapport de gestion (pages 75 à 92).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2020 sont présentées ci-dessous.

La « brève déclaration sur les risques » qui décrit les principes généraux d'appétence aux risques de la Caisse Régionale est présentée en pages 77 et 78 du Rapport financier annuel 2019.

3.1. Les risques de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie se retrouve dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés.

Les principes, méthodologies et dispositifs de gestion du risque de crédit sont décrits au sein du Rapport financier annuel 2019, en pages 78 à 84.

Depuis le 13 juin 2020, la Caisse Régionale a basculé sur la nouvelle définition du défaut.

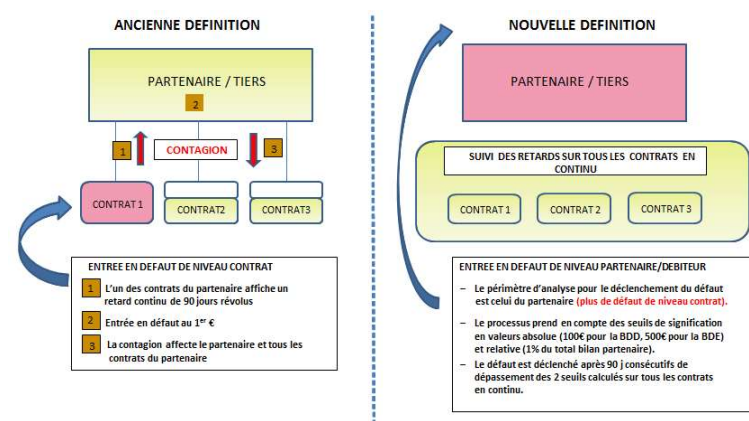
La nouvelle définition introduit plusieurs notions qui permettent de déterminer le passage en défaut d'un débiteur :

Seuil de signification	• Calcul quotidien du nouveau seuil de signification au niveau débiteur/partenaire et non au niveau contrat : • Seuil absolu = 100€ sur les expositions BDD et 500€ sur les expositions BDE, comprenant tous les arriérés sur contrats dus par le débiteur à l'établissement. • Seuil relatif = 1% représentant le rapport entre le montant des arriérés et le montant total des obligations du bilan sur ce débiteur. • Débiteur en défaut si seuil absolu ET seuil relatif dépassés pendant + de 90 jours consécutifs.
Débiteur unique	• Pour la BDD, seuil calculé au niveau Partenaire. • Pour la BDE, seuil de signification calculé au niveau Groupe CA, par consolidation des arriérés et des encours bilan de chaque débiteur dans chacune des entités.
Période d'observation	• Période d'observation de 3 mois minimum après régularisation des arriérés. • Sortie du défaut-période d'observation sous conditions (notamment impayés < 30 jours). • Prolongement de cette période d'observation si conditions de sortie non respectées.

BDD : Banque de Détail

BDE : Banque des Entreprises

Comparaison avant et après :



Hormis les points mentionnés ci-dessus, les principes, méthodologies et dispositifs de gestion du risque de crédit n'ont pas connu d'autres évolutions significatives sur le premier semestre 2020.

3.1.1. Application de la norme IFRS9

Les principes utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (*Expected Credit Loss – ECL*) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »), qui précisent en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour la durée de vie de l'instrument et déterminer si le risque de crédit des instruments financiers a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe s'appuie essentiellement sur les données utilisés dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs réglementaires (dispositif de notation interne, évaluation des garanties et des pertes en cas de défaut).

Les informations macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts :

- *forward looking* central permettant d'assurer une homogénéité de la vision macro-économique pour l'ensemble des entités du Groupe ; et
- *forward looking* local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales.

Au niveau central, le Groupe s'appuie sur des scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le département des études économiques (ECO). Les perspectives économiques sont examinées trimestriellement par le Comité de coordination IFRS9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole SA impliquées dans le process IFRS9. Aucun changement des paramètres économiques du *forward looking* central n'a été mis en œuvre sur la période.

L'évolution des ECL au cours de la période est décrite dans la note 3 des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2020. Sur le premier semestre 2020, l'ECL des encours sains (buckets 1 et 2) sur prêts et créances sur la clientèle évolue de 16,4 millions d'euros, passant de 177,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 194,1 millions d'euros au 30 juin 2020. L'augmentation du niveau des provisions provient à la fois de la révision annuelle des macro-scénario économiques au niveau central et de l'adaptation des méthodes retenues dans le cadre du *forward looking* local afin d'intégrer les impacts de la pandémie du COVID 19.

3.1.2. Exposition et concentration

Diversification par zone géographique

En référence à la note 5 des annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés, l'essentiel de l'activité de la Caisse Régionale est effectué en France.

Diversification par filière d'activité économique

La répartition des engagements sur les entreprises, les agriculteurs et les professionnels met en évidence la concentration sectorielle de la Caisse Régionale qui se situe dans la moyenne des caisses régionales du Groupe : 5 premiers secteurs représentent la part prépondérante des expositions (80,05 %).

FILIERES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	Poids Entreprises + Agriculture + Professionnels 30/06/2020
IMMOBILIER	25,75%
AGROALIMENTAIRE	24,90%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	14,93%
DIVERS	8,38%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	6,09%
SANTE / PHARMACIE	3,78%
BTP	2,72%
ENERGIE	2,68%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	2,46%
AUTOMOBILE	1,71%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	1,48%
UTILITES	1,28%

INDUSTRIE LOURDE	1,27%
AUTRES INDUSTRIES	0,69%
AUTRES TRANSPORTS	0,59%
TELECOM	0,45%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,43%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,13%
MEDIA / EDITION	0,11%
MARITIME	0,09%
ASSURANCE	0,06%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	0,01%
BANQUES	0,00%
	100,00%

Exposition par agent économique

Les encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentés en note 6.3 des états financiers consolidés. Ceux-ci s'élèvent à 30,2 milliards d'euros au 30 juin 2020 contre 26,6 milliards d'euros au 31 décembre 2019.

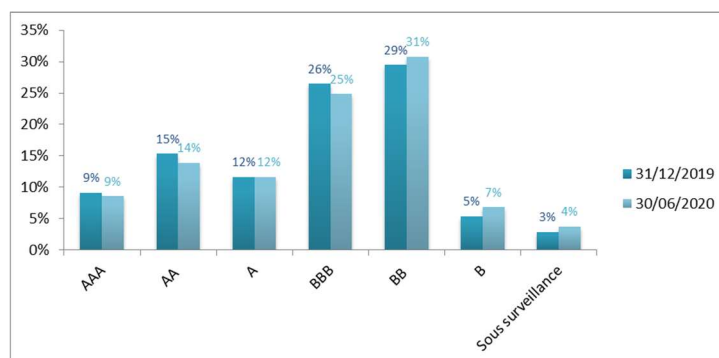
Les dépréciations sur prêts et créances sur la clientèle s'élèvent à 386,6 millions d'euros au 30 juin 2020, contre 376,9 millions d'euros au 31 décembre 2019. Les dépréciations sont présentées en note 6.3 des états financiers consolidés.

Au sens de la réglementation bâloise, le taux de défaut (EAD Défaut/EAD) est de 1,24 % au 30 juin 2020, pour une exposition globale de la Caisse Régionale (EAD) de près de 26,97 milliards d'euros à juin 2020. Le défaut exprimé selon la nouvelle définition du défaut se décompose de la façon suivante : le défaut vif représente 1,18% de l'EAD global et le défaut période d'observation 0,06% de l'EAD global.

Qualité des encours : Analyse des encours Grande Clientèle par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Grande Clientèle » (Entreprises, Professionnels de l'Immobilier, Collectivités Publiques, Banques et Institutions Financières). Au 30 juin 2020, les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent 99,18 % des expositions saines portées par la Caisse Régionale, hors banque de détail, soit 5 190 millions d'euros.

Evolution du portefeuille sain hors banque de détail par équivalent Standard & Poor's du rating interne



Source : GERICO

3.1.3. Coût du risque

Le coût du risque de la Caisse Régionale est présenté en note 4.8 des états financiers consolidés. Il est de 20,8 millions d'euros au premier semestre 2020 (contre 7,6 millions d'euros au premier semestre 2019).

3.1.4. Perspectives d'évolution

A ce stade, il n'y a pas d'évolutions majeures prévues sur les composantes du dispositif de provisionnement, implémentées dans l'Outil Mutualisé de Provisionnement (OMP) au sein du *forward looking central*.

3.2. Le risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, et notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions, les spreads de crédit et leur volatilité implicite.

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement du risque de marché sont décrits en pages 85, 86 et 87 du Rapport financier annuel 2019.

De manière homogène avec les principes précédents, l'encadrement des risques de marché de la Caisse Régionale repose sur des stress scénarios définis par Crédit Agricole S.A.

Ces indicateurs sont encadrés par des limites et/ou des seuils d'alerte. Ils sont calculés par le Middle Office et présentés au Comité financier mensuel.

Les deux principaux scénarios de stress se déclinent comme suit :

- Un scénario de stress « Groupe », élaboré à partir d'une dégradation marquée sur les titres souverains français qui se propage sur les autres titres souverains, corporate et bancaires, et en particulier sur les titres périphériques ;
- Un scénario adverse « historique 1 an », qui reprend, pour chaque facteur de risque (spreads de crédit, taux d'intérêts et inflation), la variation la plus importante sur 1 an observée sur un historique long (supérieur à 10 ans).

Au 30 juin 2020, les niveaux de risque de pertes évalués au travers des stress « Groupe » et « adverse historique 1 an » sont respectivement de 147,0 et 253,3 millions d'euros (périmètre consolidé).

Sur le premier semestre 2020, et à l'image des semestres précédents, aucune opération de trading n'a été effectuée.

3.3. Les risques liés à la gestion du bilan

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits en pages 85 à 89 du Rapport financier annuel 2019. Ils n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre 2020.

3.3.1. Le risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale du bilan de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêts.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêts évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de re-fixation de leurs taux d'intérêt non synchrones.

La Caisse Régionale suit principalement la sensibilité de la valeur, ainsi que celles des revenus dans le cadre des stress ICAAP, et encadre le gap de taux fixe afin de piloter le risque de taux, qui fait l'objet d'une évaluation mensuelle.

Perspectives d'évolution et incertitudes

Le premier semestre 2020 a été marqué par la crise sanitaire du coronavirus qui a fait baisser les prix des actifs risqués entre mi-février et fin mars, et fortement réduit la liquidité des marchés obligataires. A partir de fin mars (avec les premières annonces de la Fed) puis d'avril (avec les annonces de la BCE et l'inflexion des cas de contamination) la liquidité est revenue sur les marchés, et les émetteurs de grade investissements sont revenus à l'émissions tandis que les états ont accru leurs programmes d'émission pour faire face à des niveaux de déficit inconnus depuis la seconde guerre mondiale. A fin juin 2020, le consensus tablait sur un déficit public de - 5,6 % aux USA, et de - 9,7 % en France.

3.3.2. Le risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque peut se matérialiser, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (fermeture de l'accès aux marchés interbancaires monétaires et obligataires).

Exposition

Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides.

Le LCR de la Caisse Régionale, calculé sur la moyenne des six premiers mois de 2020 de ses différentes composantes, s'élève à 145,8 %. Il est de 202,1 % au 30 juin 2020, pour une exigence réglementaire de 100 %.

Perspectives d'évolution et incertitudes

Sur le premier semestre 2020, les spreads de refinancements court-terme ont connu un écartement à partir de mars avec la crise du coronavirus puis un resserrement à la suite des assouplissements monétaires annoncés dès avril.

C'est surtout le coût de la liquidité moyen long terme qui a connu un écartement notoire lorsque le marché obligataire s'est fermé fin mars, et que les spreads des obligations seniors préférées à 5 ans se sont écartés de plus de 100 bps en passant au-dessus de 1,5 %, avant de resserrer significativement et revenir à des niveaux pré-crise fin juin, sous les 0,5 %.

3.4. Les risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Les dispositifs de gestion et de surveillance des risques opérationnels sont décrits au sein du Rapport financier annuel 2019, dans les pages 89 à 91. Il n'y a pas eu d'évolution significative au premier semestre 2020.

Principaux travaux menés au cours du premier semestre de l'année 2020

Au premier semestre 2020, la Caisse Régionale a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels. Dans ce cadre, les principales actions suivantes ont été conduites :

- La cartographie des risques opérationnels 2019 a été finalisée et la synthèse envoyée à Crédit Agricole S.A. le 31 mars 2020. Cette dernière a fait l'objet d'une présentation au Comité de contrôle interne du 31 mars 2020.
- Le suivi des plans d'actions, à mettre en place à l'issue de la cartographie des risques opérationnels 2019, a été initié et fait l'objet d'un suivi trimestriel avec présentation au Comité de contrôle interne.
- De nouvelles actions de formation et de sensibilisation des correspondants à la culture des risques opérationnels se sont poursuivies au cours du premier semestre 2020.
- L'analyse annuelle des 17 scénarios majeurs a débuté au premier semestre, après rappel de la démarche et validation des scénarios retenus au Comité de Contrôle Interne du 23 avril 2020.

3.5. Les risques juridiques

À la connaissance de la Caisse Régionale, il n'existe, au 30 juin 2020, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 24 avril 2017, la Caisse Régionale a été assignée par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). La partie adverse a évalué sa demande à environ 51 millions d'euros. Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse Régionale de Brie Picardie est donc très confiante sur l'issue de cette procédure.

3.6. Les dispositifs de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014 et selon les préconisations de Crédit Agricole S.A., la responsabilité du contrôle interne est partagée entre trois fonctions directement rattachées à la Direction Générale (fonctions risques, conformité et audit).

La Caisse Régionale a désigné son responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) en qualité de responsable de la filière risques.

Le dispositif mis en place par la Caisse Régionale est encadré par une charte de contrôle interne et repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les contrôles permanents de premier degré par les opérateurs eux-mêmes et l'encadrement des services ou des agences,
- les contrôles permanents de deuxième degré premier niveau par des agents distincts de ceux ayant engagé l'opération pouvant exercer des activités opérationnelles ; un contrôle permanent de deuxième degré second niveau est aussi exercé par les agents exclusivement dédiés aux fonctions spécialisées de contrôle permanent de dernier niveau avec notamment : contrôle des risques de crédit, contrôle comptable et financier et contrôle de la conformité,
- les contrôles périodiques du service Audit, qui constituent le troisième degré. Ce service agit en toute indépendance dans le cadre d'un plan d'audit pluriannuel de contrôles de toutes les activités et fonctions de la Caisse Régionale.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de contrôle interne sont assurés par un Comité de Contrôle Interne se réunissant mensuellement et dont la présidence est assurée par la Direction Générale.

Le Directeur des Risques rend compte semestriellement au Comité des Risques et au Conseil d'Administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse Régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

3.6.1. Le contrôle permanent

Piloté par les équipes des contrôles permanents et des risques opérationnels, le plan de contrôles permanents est décliné et régulièrement actualisé en collaboration avec les experts-métiers. Le référentiel des contrôles applicables est défini dans un outil dédié. Il centralise également la saisie des résultats des contrôles exécutés par les réseaux commerciaux et les unités de la Caisse Régionale ainsi que les éventuels plans d'actions qui en découlent. Les reportings issus de ce dispositif font l'objet de présentations au Comité de Contrôle Interne et Comité des Risques ainsi que d'une diffusion aux niveaux hiérarchiques adéquats.

Sur le premier semestre 2020, la Caisse Régionale a poursuivi la révision de son plan de contrôles permanents en lien avec la cartographie des risques opérationnels. Cette actualisation a principalement concerné les domaines suivants :

- le Trade Finance,
- l'assurance emprunteurs,
- les risques liés au travail à distance,
- le conseil client via la directive sur les marchés d'instruments financiers MIF2 – règlement PRIIPs,
- la protection de la clientèle dite fragile,
- le conseil sur ventes à distance,
- la comptabilité (filiales non consolidées).

3.6.2. Le contrôle du risque de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la prévention et la lutte contre la fraude.

3.6.3. Le contrôle périodique

Les principales actions menées par l'audit interne au cours du premier semestre 2020 ont porté sur :

- la réalisation de :
 - 3 audits sur les Directions de Secteur intégrant 16 points de vente,
 - 3 audits sur les activités du siège.
- deux missions de suivi des recommandations

Le plan d'audit a été présenté au Comité de Contrôle Interne du 10 février 2020 et au Comité des risques du 14 février 2020.

3.7 La pandémie de coronavirus (COVID-19)

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est à ce jour propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu et devrait continuer à avoir des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. Le marché est par ailleurs entré dans une période de volatilité accrue. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant résulté en un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent la dégringolade des indices boursiers, la chute du cours des matières premières et l'accroissement des spreads de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ce dernier sur l'économie.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale sont susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des activités et la situation financière de la Caisse Régionale. Cet impact inclut et pourrait inclure à l'avenir :

- une augmentation du coût du risque résultant de remises de dettes et de la détérioration des capacités de paiement des emprunteurs,
- une baisse des revenus imputable notamment à :
 - un niveau de taux très bas du fait des actions des états et des Banques centrales, et d'une surliquidité
 - un ralentissement de la production dans des secteurs tels que le crédit immobilier et le crédit à la consommation,
 - une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance,
 - ainsi qu'une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance,
- un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation, et

- des actifs pondérés par les risques (risk weighted assets ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital de la Caisse Régionale (et notamment son ratio de solvabilité).
- une dégradation de la liquidité de la Caisse Régionale (qui pourrait affecter son Ratio de Liquidité à Court terme (LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients corporate sur les lignes de crédit et/ou une baisse du montant des dépôts,

En date du 30 juin 2020, la crise du coronavirus n'impacte pas à ce stade de façon significative et défavorable la liquidité, la solvabilité et le coût du risque de la Caisse Régionale.

4. La structure financière

4.1. Le capital social

Le capital social de la Caisse Régionale est constitué de 55 314 700 titres répartis en Parts Sociales, Certificats Coopératifs d'Investissement et Certificats Coopératifs d'Associés.

	Nombre de titres	Valeur nominale
Parts Sociales	24 956 540	5 €
Certificats Coopératifs d'Investissement	16 766 613	
Certificats Coopératifs d'Associés	13 591 547	
Capital Social	55 314 700	276 573 500 €

Les Parts Sociales

Les Parts Sociales de la Caisse Régionale sont détenues au 30 juin 2020 par les 85 caisses locales, 19 Administrateurs, Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation.

Les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI)

Les CCI sont détenus par des investisseurs financiers, personnes physiques ou morales. Le vote du porteur de CCI est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors des assemblées spéciales de porteurs de CCI.

Le programme d'achat de CCI a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, qui s'est tenue le 22 avril 2020. Conformément aux recommandations de la Banque Centrale Européenne du 27 mars 2020, le programme a été suspendu.

A fin juin 2020, l'actif net par titre est de 58,60 euros suite à la validation de l'affectation du résultat 2019 par l'Assemblée Générale du 22 avril 2020.

Le CCI de la Caisse Régionale, coté sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0010483768, était valorisé à 23,05 euros au 30 juin 2020, contre 30,60 euros au 31 décembre 2019.

Les Certificats Coopératifs d'Associés (CCA)

Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation détiennent la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le vote du porteur de CCA est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors des assemblées spéciales des porteurs de CCA. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

La politique de distribution

L'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale du 22 avril 2020 a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment le paiement :

- d'un intérêt de 1,80 % aux Parts Sociales,
- d'une rémunération de 1,15 euro par Certificat Coopératif d'Investissement CRCAM Brie Picardie,
- d'une rémunération de 1,15 euro par Certificat Coopératif d'Associé.

Dans sa recommandation du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne (BCE) a demandé aux banques à compter du 1er avril 2020 :

- de s'abstenir de distribuer des dividendes au moins jusqu'au 1er octobre 2020 pendant la période de choc économique liée au COVID-19 pour conserver autant de fonds propres que possible et maintenir leur capacité à soutenir l'économie dans un contexte d'incertitude accrue causé par le COVID-19
- de ne souscrire aucun engagement irrévocable de verser des dividendes pour les exercices 2019 et 2020.

En conséquence de cette recommandation, l'assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale, réunie le 22 avril 2020, a décidé dans sa (ses) résolution(s) relative(s) à la fixation de la rémunération des parts sociales, CCA et CCI émis par la Caisse régionale de supprimer toute référence à la date de mise en paiement de ces rémunérations et de déléguer au Conseil d'administration la fixation de la date de versement en numéraire de ces rémunérations, qui ne pourra pas intervenir avant le 1er octobre 2020 et qu'avec l'accord préalable de la BCE. Il est également prévu une délégation au Conseil d'administration pour réduire, ou le cas échéant annuler, sur demande de la BCE, les distributions prévues pour les parts sociales, CCA et CCI, les sommes non distribuées étant alors affectées à un poste de réserve.

Le groupe Crédit agricole a pris connaissance de la nouvelle recommandation sur les distributions de dividendes faite par la BCE le 28 juillet 2020 et est en cours d'analyse des conséquences qu'il pourrait en tirer.

4.2. La surveillance prudentielle

Les fonds propres prudentiels

La composition des fonds propres

Les fonds propres de base sont essentiellement composés du capital, des réserves et des écarts de réévaluation desquels sont déduits les CCI auto-détenus par la Caisse Régionale et les immobilisations incorporelles.

La déduction des participations des établissements bancaires, financiers et d'assurance de la Caisse Régionale excédant 10 %, non déduites dans le cadre des fonds propres complémentaires et

dédution faite de la franchise de 10 % des fonds propres, permet l'obtention du *Common Equity Tier One* (CET1).

Les fonds propres complémentaires, composés des titres subordonnés, desquels sont déduites les participations des établissements bancaires, financiers et d'assurance de la Caisse Régionale excédant 10 %, permettent l'obtention de l'*Additional Tier One* (AT1).

Les fonds propres du Crédit Agricole Brie Picardie s'élèvent selon le calcul effectué au 31 mars 2020 à plus de 2 milliards d'euros.

(en milliers d'euros)	31/03/2020		31/12/2019	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Tableau de synthèse des ratios				
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 187 700	2 187 700	2 187 054	2 187 054
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	2 187 700	2 187 700	2 187 054	2 187 054
Fonds propres globaux	2 214 438	2 214 438	2 213 024	2 213 024
Total des emplois pondérés	10 671 571	10 671 571	11 032 613	11 032 613
Ratio CET1	20,5%	20,5%	19,8%	19,8%
Ratio Tier 1	20,5%	20,5%	19,8%	19,8%
Ratio global	20,75%	20,75%	20,06%	20,06%

(en milliers d'euros)	31/03/2020		31/12/2019	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Exigences minimales				
Common Equity Tier 1	4,5%		4,5%	
Tier 1 (CET1+AT1)	6,0%		6,0%	
Tier 1 + Tier 2	8,0%		8,0%	
Coussin de conservation	2,500%		1,875%	
Coussin contracyclique	0,250%		0,242%	
Coussin pour risque systémique	0,0%		0,0%	
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,7%		2,1%	
Exigences minimales y compris coussins de fonds propres				
Ratio CET1	7,2%		6,6%	
Ratio Tier 1	8,7%		8,1%	
Ratio global	10,7%		10,1%	
Excédent de capital				
CET1	1 414 058		1 457 067	
Tier 1	1 253 984		1 291 577	
Fonds propres globaux	1 067 291		1 096 895	

L'exigence de fonds propres

L'exigence correspond au minimum de fonds propres à respecter au regard des risques de crédit et de contrepartie, des risques de règlement-livraison, des risques opérationnels et des risques de marché, calculés en application des normes prudentielles.

La surveillance prudentielle

Les banques doivent faire preuve d'une structure financière robuste compte tenu des effets de l'insolvabilité de l'une d'entre-elles sur la stabilité financière du système économique. Ainsi, la Caisse Régionale gère son activité et son capital en cohérence avec le respect des ratios prudentiels.

Le Capital Requirements Directive (CRD)

La solidité financière se mesure par la capacité à assurer une couverture minimale par les fonds propres des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels. Le CRD IV ou ratio Bâle III du Crédit Agricole Brie Picardie, s'élève au 31 mars 2020 à 21 %. A fin juin 2020, le ratio est estimé à hauteur de 20 %.

Le Contrôle des Grands Risques

Pour s'assurer d'une bonne dispersion de ses risques clientèle, la Caisse Régionale doit à tout moment respecter plusieurs normes.

Concernant le contrôle des grands risques, celui-ci s'apprécie au travers de deux déclarations, la division des risques et le contrôle des grands risques, tous deux calculés à partir des données consolidées de la Caisse Régionale.

La première prend en considération les 20 bénéficiaires ayant les encours nets les plus importants quel que soit leur pourcentage de représentation dans les fonds propres.

Le contrôle des grands risques, en revanche, prend en compte depuis mars 2014, a minima, les 20 plus importantes expositions originales qui incluent les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions » et les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions financières non régulées » dont les encours bruts dépassent 10 % des fonds propres.

A minima, et si les seuils de dépassement des fonds propres ne sont pas atteints, les expositions sont à déclarer à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Par ailleurs, dans le cadre du contrôle des grands risques, un même bénéficiaire ne doit pas excéder 25 % des fonds propres de la banque. Au 31 mars 2020, aucune contrepartie ne porte un encours supérieur à 10 % des fonds propres.

La liquidité

Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides.

Le LCR de la Caisse Régionale, calculé sur la moyenne des six premiers mois de 2020 de ses différentes composantes, s'élève à 145,8 %. Il est de 202,1% au 30 juin 2020, pour une exigence réglementaire de 100 %. Par ailleurs, la moyenne des LCR fin de mois pour le premier semestre 2020 est de 143,7 %.

5. Les perspectives

Pour le deuxième semestre 2020, la Caisse Régionale entend poursuivre le développement de son modèle de banque universelle de proximité, et ainsi accompagner toutes les clientèles de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de la Somme dans leurs projets et besoins.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES **RESUMES AU 30 JUIN 2020**

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

Examinés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Brie Picardie en date du 28 juillet 2020

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	21
Présentation juridique de l'entité	21
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	22
COMPTE DE RESULTAT	22
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	23
BILAN ACTIF	24
BILAN PASSIF	25
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	26
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	27
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMÉS	28
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	28
2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	32
3. RISQUE DE CREDIT	35
3.1 <i>Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période</i>	35
3.2 <i>Concentrations du risque de crédit</i>	42
4. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	51
4.1 <i>Produits et charges d'intérêts</i>	51
4.2 <i>Produits et charges de commissions</i>	52
4.3 <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	52
4.4 <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</i>	53
4.5 <i>Produits (charges) nets des autres activités</i>	54
4.6 <i>Charges générales d'exploitation</i>	54
4.7 <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	54
4.8 <i>Coût du risque</i>	55
4.9 <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	56

4.10 Impôts	56
4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	58
5. INFORMATIONS SECTORIELLES	61
6. NOTES RELATIVES AU BILAN	61
6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat.....	61
6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	63
6.3 Actifs financiers au coût amorti	64
6.4 Expositions au risque souverain	66
6.5 Passifs financiers au coût amorti	67
6.6 Immeubles de placement.....	69
6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).....	69
6.8 Provisions	70
6.9 Dettes subordonnées.....	71
6.10 Capitaux propres.....	71
7. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES.....	73
8. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS.....	75
9. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	76
9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti	76
9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.....	79
10. IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS	85
11. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2020	87
12. ÉVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2020	87

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, 85 caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des caisses locales, des filiales consolidables et d'un fonds dédié.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Intérêts et produits assimilés	4.1	272 025	573 510	283 766
Intérêts et charges assimilées	4.1	(130 947)	(277 806)	(139 097)
Commissions (produits)	4.2	146 781	296 527	151 644
Commissions (charges)	4.2	(37 311)	(69 323)	(33 641)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	987	8 623	7 012
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		2 807	(3 861)	(40)
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		(1 820)	12 484	7 052
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	1 372	61 948	49 117
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>			(4)	
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		1 372	61 952	49 117
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Produits des autres activités	4.5	2 117	5 230	2 623
Charges des autres activités	4.5	(1 801)	(4 281)	(2 142)
Produit net bancaire		253 223	594 428	319 282
Charges générales d'exploitation	4.6	(157 317)	(318 232)	(157 263)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(8 588)	(15 659)	(7 457)
Résultat brut d'exploitation		87 318	260 537	154 562
Coût du risque	4.8	(20 754)	(10 574)	(7 618)
Résultat d'exploitation		66 564	249 963	146 944
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	(61)	364	359
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôt		66 503	250 327	147 303
Impôts sur les bénéfices		(18 344)	(70 899)	(31 921)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées				
Résultat net		48 159	179 428	115 382
Participations ne donnant pas le contrôle				
Résultat net part du Groupe		48 159	179 428	115 382

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Résultat net		48 159	179 428	115 382
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11		(1 541)	(1 937)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.11			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.11	(163 038)	116 516	11 553
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(163 038)	114 975	9 616
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	5 020	(3 289)	54
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	(158 018)	111 686	9 670
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.11	(64)	(120)	100
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	45	259	325
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(19)	139	425
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(7)	(27)	(104)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	(26)	112	321
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	(158 044)	111 798	9 991
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(109 885)	291 226	125 373
Dont part du Groupe		(109 885)	291 226	125 373
Dont participations ne donnant pas le contrôle				
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.11			

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Caisse, banques centrales		97 568	94 863
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1-6.4	580 887	767 952
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		17 033	9 305
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		563 854	758 647
Instruments dérivés de couverture		94 423	74 313
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3-6.2-6.4	2 137 216	2 240 404
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		79 940	20 193
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 057 276	2 220 211
Actifs financiers au coût amorti	3-6.3-6.4	30 245 852	26 577 137
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		4 583 389	2 096 275
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		24 610 756	23 973 444
<i>Titres de dettes</i>		1 051 707	507 418
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		562 437	426 758
Actifs d'impôts courants et différés		130 288	100 485
Comptes de régularisation et actifs divers		1 295 741	1 147 603
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.6	9 927	10 281
Immobilisations corporelles	6.7	147 383	140 002
Immobilisations incorporelles	6.7	812	872
Ecarts d'acquisition			
Total de l'Actif		35 302 534	31 580 670

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	19 342	11 218
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		19 342	11 218
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			
Instruments dérivés de couverture		695 985	486 582
Passifs financiers au coût amorti	6.5	29 581 706	26 011 343
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>		19 502 179	16 921 111
<i>Dettes envers la clientèle</i>		9 169 594	8 006 028
<i>Dettes représentées par un titre</i>		909 933	1 084 204
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		116 289	103 251
Passifs d'impôts courants et différés		35 676	4 144
Comptes de régularisation et passifs divers		815 215	794 640
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	6.8	104 165	95 041
Dettes subordonnées	6.9	552	552
Total dettes		31 368 930	27 506 771
Capitaux propres		3 933 604	4 073 899
Capitaux propres part du Groupe		3 933 603	4 073 898
Capital et réserves liées		1 703 183	1 696 805
Réserves consolidées		1 919 199	1 776 559
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		263 062	421 106
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		48 159	179 428
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Total du passif		35 302 534	31 580 670

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle						Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux		
(en milliers d'euros)																
Capitaux propres au 1er janvier 2019 Publié	313 961	3 202 444	(27 454)		3 488 951	(169)	309 477	309 308		3 798 259	1				1	3 798 260
Impacts nouvelles normes																
Capitaux propres au 1er janvier 2019	313 961	3 202 444	(27 454)		3 488 951	(169)	309 477	309 308		3 798 259	1				1	3 798 260
Augmentation de capital	12 366				12 366					12 366						12 366
Variation des titres autodétenus			1 925		1 925					1 925						1 925
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres du 1er semestre 2019																
Dividendes versés au 1er semestre 2019		(36 050)			(36 050)					(36 050)						(36 050)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions																
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	12 366	(36 050)	1 925		(21 759)					(21 759)						(21 759)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						321	9 670	9 991		9 991						9 991
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves																
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quotepart dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 1er semestre 2019									115 382	115 382						115 382
Autres variations		821			821					821						821
Capitaux propres au 30 juin 2019	326 327	3 167 215	(25 529)		3 468 013	152	319 147	319 299	115 382	3 902 694	1				1	3 902 695
Augmentation de capital	5 673				5 673					5 673						5 673
Variation des titres autodétenus			2 454		2 454					2 454						2 454
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres du 2nd semestre 2019																
Dividendes versés au 2nd semestre 2019																
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions		22			22					22						22
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	5 673	22	2 454		8 149					8 149						8 149
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(209)	102 016	101 807		101 807						101 807
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves																
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quotepart dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 2nd semestre 2019									64 046	64 046						64 046
Autres variations		(2 798)			(2 798)					(2 798)						(2 798)
Capitaux propres au 31 décembre 2019	332 000	3 164 439	(23 075)		3 473 364	(57)	421 163	421 106	179 428	4 073 898	1				1	4 073 899
Affectation du résultat 2019		179 428			179 428				(179 428)							
Capitaux propres au 1er janvier 2020	332 000	3 343 867	(23 075)		3 652 792	(57)	421 163	421 106		4 073 898	1				1	4 073 899
Impacts nouvelles normes																
Capitaux propres au 1er janvier 2020 retraité	332 000	3 343 867	(23 075)		3 652 792	(57)	421 163	421 106		4 073 898	1				1	4 073 899
Augmentation de capital	5 054				5 054					5 054						5 054
Variation des titres autodétenus			1 324		1 324					1 324						1 324
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres du 1er semestre 2020																
Dividendes à verser		(37 275)			(37 275)					(37 275)						(37 275)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions																
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	5 054	(37 275)	1 324		(30 897)					(30 897)						(30 897)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(26)	(158 018)	(158 044)		(158 044)						(158 044)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves																
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quotepart dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 1er semestre 2020									48 159	48 159						48 159
Autres variations		487			487					487						487
Capitaux propres au 30 juin 2020	337 054	3 307 079	(21 751)		3 622 382	(83)	263 145	263 062	48 159	3 933 603	1				1	3 933 604

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Résultat avant impôt		66 503	250 327	147 303
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		8 589	15 659	7 463
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations				
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		25 006	18 465	10 454
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence				
Résultat net des activités d'investissement		61	(364)	(359)
Résultat net des activités de financement		152	156	89
Autres mouvements		41 885	(29 822)	27 601
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		75 693	4 094	45 248
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		1 883 473	134 156	35 449
Flux liés aux opérations avec la clientèle		519 895	103 613	249 620
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(598 053)	(603 460)	(90 185)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(216 443)	(374 126)	(520 743)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence				
Impôts versés		(11 835)	(82 145)	(3 486)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		1 577 037	(821 962)	(329 345)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		1 719 233	(567 541)	(136 794)
Flux liés aux participations (1)		10 393	(5 427)	(1 436)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(23 699)	(24 569)	(16 845)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(13 306)	(29 996)	(18 281)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		4 820	(17 131)	(23 646)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)		78 981	(10 137)	(4 545)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		83 801	(27 268)	(28 191)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)				
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		1 789 728	(624 805)	(183 266)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 208 479	1 833 284	1 833 284
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		94 863	90 551	90 551
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 113 616	1 742 733	1 742 733
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		2 998 207	1 208 479	1 650 018
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		97 568	94 863	90 366
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		2 900 639	1 113 616	1 559 652
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		1 789 728	(624 805)	(183 266)

* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en actifs non courants destinés à être cédés)

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours du premier semestre 2020, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à 10 393 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : cession des titres ACRELEC pour 9 853 milliers d'euros et cession des titres Foncière Inéa pour 586 milliers d'euros.

(2) Au cours du premier semestre 2020, il n'y a pas eu d'émissions nettes de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale Brie Picardie au 30 juin 2020 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2019 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2020 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2020.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement aux références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS	6 décembre 2019 (UE 2019/2075)	1 ^{er} janvier 2020	Oui
IAS 1/IAS 8 <i>Présentation des états financiers</i> Définition de la matérialité	10 décembre 2019 (UE 2019/2104)	1 ^{er} janvier 2020	Oui
Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 <i>Instruments financiers</i> Réforme des taux d'intérêt de référence	15 janvier 2020 (UE 2020/34)	1 ^{er} janvier 2020 (1)	Oui
Amendement à IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i> Définition d'une activité	21 avril 2020 (UE 2020/551)	1 ^{er} janvier 2020	Oui

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers sur la réforme des taux d'intérêt de référence à compter du 1^{er} janvier 2019.

Réforme IBOR

Le groupe Crédit Agricole, en tant qu'utilisateur d'indices critiques, est fortement sensibilisé à l'importance des indices de référence et aux enjeux relatifs à leur évolution qui s'opère dans le cadre des réformes en cours.

Le projet « Benchmarks » du Crédit Agricole pilote la transition des indices de référence pour le Groupe, soit de manière proactive par anticipation du remplacement des indices de référence soit en prévoyant l'activation de clauses de fallback robustes existantes ou à insérer dans les contrats. Ainsi, il vise à coordonner les entités du Groupe pour préparer l'ensemble des métiers et accompagner nos clients dans les transitions vers les nouveaux taux de référence. Ce projet veille également à la mise en conformité des entités du groupe Crédit Agricole avec la BMR (Benchmark Regulation).

Suite aux travaux de cartographie recensant nos expositions et contrats, les principaux indices auxquels les relations de couverture du Groupe sont exposées sont les indices critiques tels que définis par la BMR (Eonia, Euribor, Libor USD, Libor GBP, Libor JPY, Libor CHF, Libor EUR, Wibor, Stibor).

S'agissant de la transition Eonia-€STR, les termes précis ont été déterminés par le groupe de travail de la BCE sur les taux sans risque pour l'euro. L'Eonia disparaîtra le dernier jour de sa publication, soit le 3 janvier 2022. Pour les autres indices, des travaux de place, avec le support des autorités, avancent dans la détermination des méthodologies pour les remplacer par des taux alternatifs calculés à partir des taux sans risque « Risk-Free Rate / RFR » et pour préconiser les clauses de fallback à insérer dans les contrats. Les associations de marché telles que ISDA et LMA œuvrent également dans cette direction. A ce stade, ces travaux n'ont pas tous été conclusifs et il existe encore des incertitudes sur les choix méthodologiques / conventions exacts qui seront retenus ainsi que les calendriers précis.

Afin que les relations de couvertures affectées par cette réforme des taux d'intérêt de référence puissent se poursuivre malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'UE le 15 janvier 2020.

Le Groupe appliquera ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture, principalement ceux liés à l'Eonia, l'Euribor et les taux Libor (USD, GBP, CHF, JPY), peuvent en bénéficier au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, le recensement des instruments de couverture impactés par la réforme et sur lesquels subsistent des incertitudes fait apparaître un montant nominal de 5,5 milliards d'euros.

Durée des contrats de location IFRS 16 - Décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019

L'IFRS IC a été saisi lors du premier semestre 2019 d'une question relative à la détermination de la durée exécutoire pour la comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16, notamment pour deux types de contrats de location :

- Les contrats de location sans échéance contractuelle, résiliables par chacune des parties sous réserve d'un préavis ;
- Les contrats renouvelables par tacite reconduction (sauf résiliation par l'une des parties), et sans aucune pénalité contractuelle due en cas de résiliation.

Lors de sa réunion du 26 novembre 2019, l'IFRS IC a rappelé qu'en application d'IFRS 16 et de manière générale, un contrat de location n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en s'exposant tout au plus à une pénalité négligeable, et a clarifié que pour déterminer la durée exécutoire, tous les aspects économiques du contrat doivent être pris en compte et que la notion de pénalité s'entend au-delà des indemnités de résiliation contractuelles et inclut toute incitation économique à ne pas résilier le contrat.

Cette décision constitue un changement de méthode dans les approches retenues par le Groupe dans la détermination de la durée des contrats de location, et va au-delà des cas particuliers sur lesquels l'IFRS IC a été interrogé, comme rappelé par l'AMF dans ses recommandations au 31 décembre 2019. En effet, la détermination de la durée du contrat à retenir pour l'évaluation du droit d'utilisation et de la dette de loyers s'effectue en application d'IFRS 16 au sein de cette période exécutoire. Par ailleurs, l'application d'une nouvelle méthode suite à une décision définitive de l'IFRS IC est de manière générale d'application rétrospective et impose au Groupe de revoir les durées retenues à la transition IFRS 16 et pour l'exercice 2019.

Dès la publication de cette décision définitive de l'IFRS IC, et dans le but de se mettre en conformité pour la clôture du 31 décembre 2020, le groupe Crédit Agricole a initié un projet intégrant les fonctions comptables, finances, risques et informatiques, et se décomposant en 3 volets :

- 1^{er} volet : identification des contrats impactés par la décision de l'IFRS IC ;
- 2^e volet : évaluation des impacts comptables et prudentiels de la décision de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location ;
- 3^e volet : mise en conformité des systèmes d'information et intégration des impacts dans les comptes consolidés.

Le Groupe a notamment identifié les types de contrat de location comme étant impactés par cette décision :

- Contrats de location immobilière relevant du régime français des baux commerciaux : le Groupe applique le relevé de conclusions de l'ANC du 16 février 2018 indiquant que « au plan comptable, il n'existe pas d'option de renouvellement au terme du bail et la période pendant laquelle le contrat est exécutoire est généralement de 9 ans (la période non-résiliable étant alors de 3 ans) ». Le Groupe a prévu d'analyser, au cours du second semestre 2020, les effets sur les baux commerciaux proches du terme des 9 ans au regard du relevé de conclusions de l'ANC relatif à l'application de la norme IFRS 16 publié courant juillet 2020 en remplacement de celui du 16 février 2018. Au 31 décembre 2019, le Groupe était engagé sur 99 baux commerciaux français.
- Contrats de location immobilière relevant du régime français des baux commerciaux en situation de tacite prolongation : la durée exécutoire de ces contrats étant inférieure à 12 mois antérieurement à la décision de l'IFRS IC, ces contrats relevaient de l'exemption de transition prévue par IFRS 16 au titre des contrats dont la durée résiduelle en date d'application est inférieure à douze mois. En cas d'allongement de la durée exécutoire en application de la décision de l'IFRS IC et d'un allongement en conséquence de la durée de location au-delà de 12 mois, ces contrats devront être réintégrés aux droits d'utilisation et aux dettes locatives comptabilisés à la transition IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Au 31 décembre 2019, le Groupe était engagé sur 3 contrats de ce type.
- Autres contrats toute juridiction confondue : le Groupe procède au recensement exhaustif des contrats dont la durée de location au sens d'IFRS 16 serait modifiée par la décision de l'IFRS IC. Ces analyses sont réalisées au cas par cas, en fonction de la documentation contractuelle et des dispositions légales en vigueur les concernant.

Dans le cadre de la préparation des comptes au 30 juin 2020, le Groupe n'a pas pris en considération cette décision dans les états financiers au 30 juin 2020 afin de disposer du temps nécessaire pour analyser de manière exhaustive les conséquences comptables de cette décision.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2020 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2020.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 17.

La norme IFRS 17 Contrats d'assurance publiée en mai 2017 remplacera la norme IFRS 4. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023 sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 17 définit de nouveaux principes en matière de valorisation, de comptabilisation des passifs des contrats d'assurance et d'appréciation de leur profitabilité, ainsi qu'en matière de présentation. De 2017 à 2019, un cadrage du projet de mise en œuvre a été réalisé afin d'identifier les enjeux et les impacts de la norme pour les filiales assurance du Groupe. Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre se poursuivent en 2020.

Par ailleurs, plusieurs amendements publiés par l'IASB sont applicables sous réserve de leur adoption par l'Union européenne :

Amendements	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du
IFRS 16 Contrats de location Concessions de loyers liées au Covid-19	1 ^{er} juin 2020
IFRS 4 Contrats d'assurance Extension d'exemption d'appliquer IFRS 9	1 ^{er} janvier 2021
IAS 16 Immobilisations corporelles Produits de la vente avant l'utilisation prévue	1 ^{er} janvier 2022
IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1 ^{er} janvier 2022
Améliorations annuelles Cycle 2018-2020 - IFRS 1 <i>Première adoption des normes internationales d'information financière</i> - IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> - IFRS 16 <i>Contrats de location</i> - IAS 41 <i>Agriculture</i>	1 ^{er} janvier 2022
IFRS 3 Regroupements d'entreprises Références au cadre conceptuel	1 ^{er} janvier 2022
IAS 1 Présentation des états financiers Classification des passifs courants et passifs non courants	1 ^{er} janvier 2022

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2019 de la Caisse Régionale Brie Picardie et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale Brie Picardie sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2020 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 Périmètre de consolidation au 30 juin 2020.

➤ Crise sanitaire liée au Covid-19

Dans le contexte crise sanitaire liée au Covid-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par le coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter de mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif massif et inédit de Prêts Garantis par l'Etat.

Ces financements prennent la forme d'un prêt sur 12 mois sans frais, avec la faculté pour l'emprunteur de l'amortir sur une période supplémentaire de 1 à 5 ans.

L'offre Groupe pour la première année se présente sous la forme d'un prêt à taux zéro ; seul le coût de la garantie est refacturé (via une commission payée par le client) conformément aux conditions d'éligibilités définies par l'Etat pour bénéficier de la garantie.

Ces prêts peuvent atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires, permettant ainsi aux entrepreneurs d'avoir accès au financement nécessaire pour traverser la période actuelle très perturbée.

Ces prêts, pour une grande majorité, appartiennent à un modèle de gestion « Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc pour l'essentiel enregistrés au coût amorti.

Au 30 juin 2020, la Caisse Régionale Brie Picardie a participé à l'émission de ces prêts garantis par l'Etat à hauteur de 387 961 milliers d'euros.

Report d'échéance sur concours octroyés aux clients

Le Groupe s'est associé à l'initiative de place des banques françaises, avec la coordination de la Fédération des Banques Françaises (FBF), pour offrir un report des échéances des prêt en cours jusqu'à 6 mois pour la clientèle des Entreprises et des Professionnels, sans coûts additionnels.

La mise en œuvre d'un tel report des échéances sans pénalité ni frais additionnels et avec maintien du taux contractuel sur une durée maximale de 6 mois implique que seuls les intérêts intercalaires seront perçus après le report sur la durée restante du crédit et hors frais de garantie éventuels de la Banque Publique d'Investissement.

Tel que proposé par le Groupe, le report des échéances implique :

- Soit un allongement de durée du prêt si le client souhaite conserver ses échéances initiales de prêt ;
- Soit une augmentation de ses échéances après la pause si le client souhaite garder sa durée initiale.

Ce report d'échéance ne se traduit pas par des pertes pour la banque mais par un décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir et donc de son résultat.

Au 30 juin 2020, le montant des encours clientèles bénéficiant de ce report d'échéance s'élève à 853 millions d'euros au niveau de la Caisse Régionale Brie Picardie.

Impacts de ces mesures sur le risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Ce report d'échéance n'a pas non plus systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur 12 mois (Bucket 1) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (Bucket 2), ni le passage automatique des encours vers la catégorie douteux (Bucket 3).

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée au Covid-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au 30 juin 2020, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2020) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales, le 12 mars 2020. Cette transaction est un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au FCT Crédit Agricole Habitat 2020 pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (établissements de crédit (43%), fonds d'investissement (32%), banques centrales (25%)).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse Régionale Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 83,9 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2020. Elle a souscrit pour 11,3 millions d'euros de titres subordonnés.

➤ **Garantie spécifique apportée par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Crédit Agricole S.A. a démantelé le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole S.A. au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses régionales.

Pour la Caisse Régionale Brie Picardie, cette opération s'est traduite par une baisse des engagements donnés de 143,8 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 48,7 millions d'euros.

➤ **Dividendes SAS Rue La Boétie :**

Pour se conformer à la recommandation de la Banque Centrale Européenne en date du 27 mars, Crédit agricole SA a décidé, lors de son assemblée générale du 13 mai 2020, la mise en réserve de l'intégralité du résultat de l'exercice 2019.

Suite à cette décision, la SAS Rue La Boétie, qui verse habituellement au cours du deuxième trimestre aux Caisses régionales un acompte sur dividende à partir du dividende payé par Crédit agricole SA, n'a pas procédé à ce versement.

Il en résulte un impact significatif sur le PNB semestriel de la Caisse par rapport à celui de l'année précédente. Pour information, cet acompte s'élevait en 2019 à 46,6 millions d'euros.

3. Risque de crédit

3.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2019	507 610	(192)					507 610	(192)	507 418
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2									
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1									
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	507 610	(192)					507 610	(192)	507 418
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	525 862	(391)					525 862	(391)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	1 744 898	(393)					1 744 898	(393)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 219 036)	1					(1 219 036)	1	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières		1						1	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Total	1 033 472	(583)					1 033 472	(583)	1 032 889
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	18 818						18 818		
Au 30 juin 2020	1 052 290	(583)					1 052 290	(583)	1 051 707
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2019	191 250	(3)					191 250	(3)	191 247
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2									
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1									
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	191 250	(3)					191 250	(3)	191 247
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(50 580)	(3)					(50 580)	(3)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	20 515	(3)					20 515	(3)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(71 095)						(71 095)		
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Total	140 670	(6)					140 670	(6)	140 664
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)									
Au 30 juin 2020	140 670	(6)					140 670	(6)	140 664
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2019	22 799 476	(61 398)	1 235 340	(99 754)	315 482	(215 702)	24 350 298	(376 854)	23 973 444
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	102 295	(17 338)	(140 783)	33 529	38 488	(11 037)		5 154	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(445 369)	2 635	445 369	(11 519)				(8 884)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	568 133	(20 117)	(568 133)	43 440				23 323	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(26 285)	188	(26 642)	2 559	52 927	(16 245)		(13 498)	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	5 816	(44)	8 623	(951)	(14 439)	5 208		4 213	
Total après transferts	22 901 771	(78 736)	1 094 557	(66 225)	353 970	(226 739)	24 350 298	(371 700)	23 978 598
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	682 133	(5 873)	(23 397)	(23 520)	(21 602)	14 499	637 134	(14 894)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2) (4)	2 843 225	(19 005)	92 158	(12 177)			2 935 383	(31 182)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(2 161 092)	8 167	(115 480)	9 380	(13 129)	12 976	(2 289 701)	30 523	
Passages à perte					(8 380)	4 813	(8 380)	4 813	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières			(75)	12	(93)	(611)	(168)	(599)	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		4 965		(20 735)		(3 675)		(19 445)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres						996		996	
Total	23 583 904	(84 609)	1 071 160	(89 745)	332 368	(212 240)	24 987 432	(386 594)	24 600 838
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	11 726		(576)		(1 232)		9 918		
Au 30 juin 2020 (5)	23 595 630	(84 609)	1 070 584	(89 745)	331 136	(212 240)	24 997 350	(386 594)	24 610 756
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

(4) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, La Caisse Régionale Brie Picardie a accordé à la clientèle des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour 387 961 milliers d'euros.

(5) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, La Caisse Régionale Brie Picardie a accordé des reports d'échéances sur l'encours de crédit à la clientèle pour 853 024 milliers d'euros

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
(en milliers d'euros)								
Au 31 décembre 2019	20 193	(13)					20 193	(13)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2								
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1								
Transferts vers Bucket 3 (1)								
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1								
Total après transferts	20 193	(13)					20 193	(13)
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	59 660	(118)					59 660	(118)
Réévaluation de juste valeur sur la période	(28)						(28)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	59 951	(118)					59 951	(118)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(263)						(263)	
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	79 853	(131)					79 853	(131)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	87						87	
Au 30 juin 2020	79 940	(131)					79 940	(131)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2019	1 841 631	(7 514)	45 278	(5 588)	4 142	(504)	1 891 051	(13 606)	1 877 445
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(8 800)	(384)	8 252	44	548			(340)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(18 641)	320	18 641	(836)				(516)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	10 310	(704)	(10 310)	880				176	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(549)		(130)		679				
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	80		51		(131)				
Total après transferts	1 832 831	(7 898)	53 530	(5 544)	4 690	(504)	1 891 051	(13 946)	1 877 105
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	175 399	(2 249)	(8 766)	733	267		166 900	(1 516)	
Nouveaux engagements donnés (2)	909 691	(5 628)	15 673	(2 238)			925 364	(7 866)	
Extinction des engagements	(734 516)	3 494	(24 208)	3 723	(1 000)		(759 724)	7 217	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(115)		(752)				(867)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	224		(231)		1 267		1 260		
Au 30 juin 2020	2 008 230	(10 147)	44 764	(4 811)	4 957	(504)	2 057 951	(15 462)	2 042 489

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2019	525 315	(968)	7 981	(2 286)	12 279	(9 498)	545 575	(12 752)	532 823
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(204)	(81)	96	47	108			(34)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(1 240)	26	1 240	(163)				(137)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	1 125	(107)	(1 125)	210				103	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(89)		(19)		108				
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	525 111	(1 049)	8 077	(2 239)	12 387	(9 498)	545 575	(12 786)	532 789
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	12 247	(460)	(520)	(311)	4 494	(699)	16 221	(1 470)	
Nouveaux engagements donnés (2)	88 793	(478)	457	(221)			89 250	(699)	
Extinction des engagements	(53 988)	174	(582)	74	(440)	440	(55 010)	688	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(156)		(164)		(1 139)		(1 459)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	(22 558)		(395)		4 934		(18 019)		
Au 30 juin 2020	537 358	(1 509)	7 557	(2 550)	16 881	(10 197)	561 796	(14 256)	547 540

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

3.2 Concentrations du risque de crédit

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration générale	1 866 423		757	1 867 180	1 650 086			1 650 086
Banques centrales								
Etablissements de crédit	448 666			448 666	419 158			419 158
Grandes entreprises	3 428 596	201 201	92 653	3 722 450	2 915 803	241 004	82 219	3 239 026
Clientèle de détail	19 044 905	869 383	237 726	20 152 014	18 513 289	994 336	233 263	19 740 888
Dépréciations	(85 198)	(89 745)	(212 240)	(387 183)	(61 593)	(99 754)	(215 702)	(377 049)
Total	24 703 392	980 839	118 896	25 803 127	23 436 743	1 135 586	99 780	24 672 109

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration générale	60 222			60 222	6			6
Banques centrales								
Etablissements de crédit								
Grandes entreprises	19 718			19 718	20 187			20 187
Clientèle de détail								
Total	79 940			79 940	20 193			20 193

Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Administration générale	42 766	40 527
Grandes entreprises	3 629 571	2 959 835
Clientèle de détail	5 497 257	5 005 666
Total Dettes envers la clientèle	9 169 594	8 006 028

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	133 926			133 926	96 432			96 432
Banques centrales								
Etablissements de crédit								
Grandes entreprises	829 824	21 192	2 467	853 483	747 244	23 622	2 231	773 097
Clientèle de détail	1 044 480	23 572	2 490	1 070 542	997 955	21 656	1 911	1 021 522
Provisions (1)	(10 147)	(4 811)	(504)	(15 462)	(7 514)	(5 588)	(504)	(13 606)
Total	1 998 083	39 953	4 453	2 042 489	1 834 117	39 690	3 638	1 877 445

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration générale								
Banques centrales								
Etablissements de crédit	723			723	780			780
Grandes entreprises	521 587	7 028	16 445	545 060	510 174	7 316	11 577	529 067
Clientèle de détail	15 048	529	436	16 013	14 361	665	702	15 728
Provisions (1)	(1 509)	(2 550)	(10 197)	(14 256)	(968)	(2 286)	(9 498)	(12 752)
Total	535 849	5 007	6 684	547 540	524 347	5 695	2 781	532 823

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	24 451 713	1 069 738	331 006	25 852 457	23 200 640	1 231 476	315 340	24 747 456
Autres pays de l'Union européenne	303 178	290	13	303 481	268 694	2 807	13	271 514
Autres pays d'Europe	10 286			10 286	9 190	697		9 887
Amérique du Nord	4 643	441		5 084	2 368	243	4	2 615
Amériques centrale et du Sud	138		54	192	375		54	429
Afrique et Moyen-Orient	7 170	4	62	7 236	6 178	4	71	6 253
Asie et Océanie (hors Japon)	10 986	111	1	11 098	10 564	113		10 677
Japon	476			476	327			327
Organismes supra-nationaux								
Dépréciations	(85 198)	(89 745)	(212 240)	(387 183)	(61 593)	(99 754)	(215 702)	(377 049)
Total	24 703 392	980 839	118 896	25 803 127	23 436 743	1 135 586	99 780	24 672 109

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	19 737			19 737	20 193			20 193
Autres pays de l'Union européenne	60 203			60 203				
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Total	79 940			79 940	20 193			20 193

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
France (y compris DOM-TOM)	9 125 194	7 963 473
Autres pays de l'Union européenne	26 044	24 785
Autres pays d'Europe	2 208	2 530
Amérique du Nord	6 369	6 640
Amériques centrale et du Sud	890	923
Afrique et Moyen-Orient	5 421	4 407
Asie et Océanie (hors Japon)	2 783	2 781
Japon	685	489
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	9 169 594	8 006 028

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	1 998 667	44 760	4 956	2 048 383	1 836 395	45 258	4 140	1 885 793
Autres pays de l'Union européenne	6 315	1		6 316	4 040	15		4 055
Autres pays d'Europe	1 911	1	1	1 913	186	1	2	189
Amérique du Nord	203			203	56	2		58
Amériques centrale et du Sud	509			509	288			288
Afrique et Moyen-Orient	463	2		465	512	2		514
Asie et Océanie (hors Japon)	159			159	151			151
Japon	3			3	3			3
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	(10 147)	(4 811)	(504)	(15 462)	(7 514)	(5 588)	(504)	(13 606)
Total	1 998 083	39 953	4 453	2 042 489	1 834 117	39 690	3 638	1 877 445

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	536 941	7 557	16 881	561 379	525 295	7 980	12 279	545 554
Autres pays de l'Union européenne	397			397		1		1
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord	20			20	20			20
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	(1 509)	(2 550)	(10 197)	(14 256)	(968)	(2 286)	(9 498)	(12 752)
Total	535 849	5 007	6 684	547 540	524 347	5 695	2 781	532 823

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Sur les actifs financiers au coût amorti	261 216	550 282	271 122
Opérations avec les établissements de crédit	1 891	2 008	1 153
Opérations internes au Crédit Agricole	21 808	45 021	21 424
Opérations avec la clientèle	237 142	493 795	247 221
Opérations de location-financement			
Titres de dettes	375	9 458	1 324
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	223	3 068	2 602
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Titres de dettes	223	3 068	2 602
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	10 586	20 160	10 042
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	272 025	573 510	283 766
Sur les passifs financiers au coût amorti	(77 943)	(178 037)	(91 395)
Opérations avec les établissements de crédit	(2 531)	(5 269)	(2 826)
Opérations internes au Crédit Agricole	(49 780)	(119 129)	(61 241)
Opérations avec la clientèle	(25 043)	(55 974)	(28 154)
Opérations de location-financement			
Dettes représentées par un titre	(589)	2 335	826
Dettes subordonnées			
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(52 974)	(99 708)	(47 671)
Autres intérêts et charges assimilées	(30)	(61)	(31)
Charges d'intérêts	(130 947)	(277 806)	(139 097)

(1) dont 2 712 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 30 juin 2020 contre 5 956 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 2 786 milliers d'euros au 30 juin 2019

(2) dont 153 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2020 contre 542 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 259 milliers d'euros au 30 juin 2019

4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	376	(2 246)	(1 870)	904	(4 550)	(3 646)	543	(1 929)	(1 386)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 334	(27 218)	(19 884)	16 282	(48 238)	(31 956)	8 692	(23 111)	(14 419)
Sur opérations avec la clientèle	5 671	(1 295)	4 376	79 560	(2 871)	76 689	41 072	(1 346)	39 726
Sur opérations sur titres		(28)	(28)		(275)	(275)		(234)	(234)
Sur opérations de change	110		110	138		138	63		63
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	538		538	582		582	193		193
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	130 227	(6 356)	123 871	195 151	(12 819)	182 332	99 036	(6 205)	92 831
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 525	(168)	2 357	3 910	(570)	3 340	2 045	(816)	1 229
Total Produits et charges de commissions	146 781	(37 311)	109 470	296 527	(69 323)	227 204	151 644	(33 641)	118 003

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dividendes reçus	479	941	523
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	2 715	(4 079)	(173)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	4 866	1 447	281
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	(9 184)	9 625	6 000
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte			
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	764	716	381
Résultat de la comptabilité de couverture	1 347	(27)	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	987	8 623	7 012

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	122 471	(122 043)	428	93 367	(93 369)	(2)	95 751	(95 751)	
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	71 863	(50 073)	21 790	50 829	(42 391)	8 438	53 463	(42 156)	11 307
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	50 608	(71 970)	(21 362)	42 538	(50 978)	(8 440)	42 288	(53 595)	(11 307)
Couverture de flux de trésorerie									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 125 946	(1 125 027)	919	608 937	(608 962)	(25)	627 910	(627 910)	
Variations de juste valeur des éléments couverts	624 169	(500 648)	123 521	432 660	(176 248)	256 412	458 852	(169 057)	289 795
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	501 777	(624 379)	(122 602)	176 277	(432 714)	(256 437)	169 058	(458 853)	(289 795)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt									
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace									
Total Résultat de la comptabilité de couverture	1 248 417	(1 247 070)	1 347	702 304	(702 331)	(27)	723 661	(723 661)	

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)		(4)	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	1 372	61 952	49 117
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 372	61 948	49 117

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.8 « Coût du risque ».

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	219	846	(85)
Autres produits (charges) nets	97	103	566
Produits (charges) des autres activités	316	949	481

4.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Charges de personnel	(92 468)	(196 492)	(92 361)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(15 831)	(17 173)	(12 311)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(49 018)	(104 567)	(52 591)
Charges générales d'exploitation	(157 317)	(318 232)	(157 263)

(1) Dont 6 311 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 30 juin 2020 contre 4 353 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 3 992 milliers d'euros au 30 juin 2019.

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dotations aux amortissements	(8 588)	(15 659)	(7 457)
Immobilisations corporelles (1)	(8 472)	(15 452)	(7 365)
Immobilisations incorporelles	(116)	(207)	(92)
Dotations (reprises) aux dépréciations			
Immobilisations corporelles			
Immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(8 588)	(15 659)	(7 457)

(1) Dont 905 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30 juin 2020 contre 1 694 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 833 milliers d'euros au 30 juin 2019

4.8 Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)	(16 376)	(15 715)	(2 458)
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	(26 898)	(10 456)	(819)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(118)	(3)	2
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(23 605)	(9 789)	(2 141)
Engagements par signature	(3 175)	(664)	1 320
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	10 522	(5 259)	(1 639)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	10 009	(4 234)	(3 196)
Engagements par signature	513	(1 025)	1 557
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)	(2 974)	(3 534)	(4 543)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(2 275)	(1 866)	(3 070)
Engagements par signature	(699)	(1 668)	(1 473)
Autres actifs			
Risques et charges	1 829	9 400	(278)
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(17 521)	(9 849)	(7 279)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés			
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(329)	(914)	(426)
Récupérations sur prêts et créances	395	1 052	540
comptabilisés au coût amorti	395	1 052	540
comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Décotes sur crédits restructurés	(168)	(322)	(178)
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes (1)	(3 131)	(541)	(275)
Autres produits			
Coût du risque	(20 754)	(10 574)	(7 618)

(1) Dont 2 932 milliers d'euros relatifs à l'appel de la garantie Switch Assurance, à payer à Crédit Agricole S.A. pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(61)	364	359
Plus-values de cession	129	402	397
Moins-values de cession	(190)	(38)	(38)
Titres de capitaux propres consolidés			
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(61)	364	359

4.10 Impôts

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Charge d'impôt courant	(31 669)	(79 375)	(36 554)
Charge d'impôt différé	13 325	8 476	4 633
Total Charge d'impôt	(18 344)	(70 899)	(31 921)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2020

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	66 503	32,02%	21 294
Effet des différences permanentes			425
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			1 503
Effet de l'imposition à taux réduit			(164)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(4 714)
Taux et charge effectifs d'impôt		27,58%	18 344

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2020.

Au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	250 327	34,43%	86 188
Effet des différences permanentes			(13 751)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			7 994
Effet de l'imposition à taux réduit			(1 670)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(7 862)
Taux et charge effectifs d'impôt		28,32%	70 899

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	147 303	34,43%	50 716
Effet des différences permanentes			(17 707)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			7 896
Effet de l'imposition à taux réduit			(260)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(8 724)
Taux et charge effectifs d'impôt		21,67%	31 921

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2019.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(64)	(120)	100
Ecart de réévaluation de la période	(182)	(123)	102
Transferts en résultat			
Autres variations	118	3	(2)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	45	259	325
Ecart de réévaluation de la période	45	259	325
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(7)	(27)	(104)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(26)	112	321
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		(1 541)	(1 937)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en réserves			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	(163 038)	116 516	11 553
Ecart de réévaluation de la période	(163 038)	116 516	11 553
Transferts en réserves			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	5 020	(3 289)	54
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(158 018)	111 686	9 670
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	(158 044)	111 798	9 991
Dont part du Groupe	(158 044)	111 798	9 991
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

	31/12/2019				Variations				30/06/2020			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	18	(1)	17	17	(64)	5	(59)	(59)	(46)	4	(42)	(42)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(100)	26	(74)	(74)	45	(12)	33	33	(55)	14	(41)	(41)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(82)	25	(57)	(57)	(19)	(7)	(26)	(26)	(101)	18	(83)	(83)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(82)	25	(57)	(57)	(19)	(7)	(26)	(26)	(101)	18	(83)	(83)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(10 765)	2 780	(7 985)	(7 985)					(10 765)	2 780	(7 985)	(7 985)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	443 364	(14 216)	429 148	429 148	(163 038)	5 020	(158 018)	(158 018)	280 326	(9 196)	271 130	271 130
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	432 599	(11 436)	421 163	421 163	(163 038)	5 020	(158 018)	(158 018)	269 561	(6 416)	263 145	263 145
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	432 599	(11 436)	421 163	421 163	(163 038)	5 020	(158 018)	(158 018)	269 561	(6 416)	263 145	263 145
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	432 517	(11 411)	421 106	421 106	(163 057)	5 013	(158 044)	(158 044)	269 460	(6 398)	263 062	263 062

	31/12/2018				Variations				31/12/2019			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	138	(41)	97	97	(120)	40	(80)	(80)	18	(1)	17	17
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(359)	93	(266)	(266)	259	(67)	192	192	(100)	26	(74)	(74)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(221)	52	(169)	(169)	139	(27)	112	112	(82)	25	(57)	(57)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(221)	52	(169)	(169)	139	(27)	112	112	(82)	25	(57)	(57)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(9 224)	2 382	(6 842)	(6 842)	(1 541)	398	(1 143)	(1 143)	(10 765)	2 780	(7 985)	(7 985)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	326 848	(10 529)	316 319	316 319	116 516	(3 687)	112 829	112 829	443 364	(14 216)	429 148	429 148
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	317 624	(8 147)	309 477	309 477	114 975	(3 289)	111 686	111 686	432 599	(11 436)	421 163	421 163
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	317 624	(8 147)	309 477	309 477	114 975	(3 289)	111 686	111 686	432 599	(11 436)	421 163	421 163
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	317 403	(8 095)	309 308	309 308	115 114	(3 316)	111 798	111 798	432 517	(11 411)	421 106	421 106

5. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la banque de proximité en France. La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placements d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements.

Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

6. Notes relatives au bilan

6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 033	9 305
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	563 854	758 647
Instruments de capitaux propres	39 791	45 566
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	524 063	713 081
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	580 887	767 952
Dont Titres prêtés		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Instruments de capitaux propres		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPCVM		
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	17 033	9 305
Valeur au bilan	17 033	9 305

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Actions et autres titres à revenu variable	1 168	1 410
Titres de participation non consolidés	38 623	44 156
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	39 791	45 566

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Titres de dettes	524 063	713 081
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	22 595	24 292
OPCVM	501 468	688 789
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	524 063	713 081

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	19 342	11 218
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	19 342	11 218

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	19 342	11 218
Valeur au bilan	19 342	11 218

6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020			31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	79 940	405	(451)	20 193	72	(54)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 057 276	296 689	(16 363)	2 220 211	458 635	(15 271)
Total	2 137 216	297 094	(16 814)	2 240 404	458 707	(15 325)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020			31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	60 203	249				
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 737	156	(451)	20 193	72	(54)
Total des titres de dettes	79 940	405	(451)	20 193	72	(54)
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Total des prêts et créances						
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	79 940	405	(451)	20 193	72	(54)
Impôts		(112)	116		(17)	14
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)		293	(335)		55	(40)

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	30/06/2020			31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	4 955			4 955		
Titres de participation non consolidés	2 052 321	296 689	(16 363)	2 215 256	458 635	(15 271)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 057 276	296 689	(16 363)	2 220 211	458 635	(15 271)
Impôts		(9 196)			(14 216)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		287 493	(16 363)		444 419	(15 271)

6.3 Actifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 583 389	2 096 275
Prêts et créances sur la clientèle (1)	24 610 756	23 973 444
Titres de dettes	1 051 707	507 418
Valeur au bilan	30 245 852	26 577 137

(1) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, la Caisse Régionale Brie Picardie a accordé des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour 387 961 milliers d'euros et des reports d'échéances sur l'encours de crédit à la clientèle pour 853 024 milliers d'euros.

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	134 601	185 196
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i>	133 467	184 060
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	6 069	6 054
Autres prêts et créances		
Valeur brute	140 670	191 250
Dépréciations	(6)	(3)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	140 664	191 247
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	2 767 176	993 630
Titres reçus en pension livrée	705	
Comptes et avances à terme	1 674 844	911 398
Prêts subordonnés		
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	4 442 725	1 905 028
Valeur au bilan	4 583 389	2 096 275

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	6 156	6 391
Autres concours à la clientèle	24 863 282	24 218 974
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	47 101	42 322
Comptes ordinaires débiteurs	80 811	82 611
Valeur brute	24 997 350	24 350 298
Dépréciations	(386 594)	(376 854)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	24 610 756	23 973 444
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	24 610 756	23 973 444

Titres de dettes

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Effets publics et valeurs assimilées	449 640	247 503
Obligations et autres titres à revenu fixe	602 650	260 107
Total	1 052 290	507 610
Dépréciations	(583)	(192)
Valeur au bilan	1 051 707	507 418

6.4 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale Brie Picardie au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

30/06/2020	Expositions nettes de dépréciations						
(en milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de	Autres actifs financiers à la juste valeur par					
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne			60 203	21 370	81 573		81 573
Etats-Unis							
France				407 109	407 109		407 109
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				20 869	20 869		20 869
Japon							
Lituanie							
Maroc							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total			60 203	449 348	509 551		509 551

31/12/2019 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne				21 405	21 405		21 405
Etats-Unis							
France				205 137	205 137		205 137
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				20 864	20 864		20 864
Japon							
Lituanie							
Maroc							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total				247 406	247 406		247 406

6.5 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dettes envers les établissements de crédit	19 502 179	16 921 111
Dettes envers la clientèle	9 169 594	8 006 028
Dettes représentées par un titre	909 933	1 084 204
Valeur au bilan	29 581 706	26 011 343

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	6 626	6 459
<i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i>	4	114
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour (1)</i>		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	6 626	6 459
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		63 952
Titres donnés en pension livrée	957 629	
Comptes et avances à terme	18 537 924	16 850 700
Total	19 495 553	16 914 652
Valeur au bilan	19 502 179	16 921 111

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	7 759 914	6 542 043
Comptes d'épargne à régime spécial	121 550	128 425
Autres dettes envers la clientèle	1 288 130	1 335 560
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	9 169 594	8 006 028

Dettes représentées par un titre

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	746 277	992 575
Emprunts obligataires	163 656	91 629
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	909 933	1 084 204

6.6 Immeubles de placement

	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2020
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Valeur brute	18 975		63	(49)			18 989
Amortissements et dépréciations	(8 694)		(396)	28			(9 062)
Valeur au bilan (1)	10 281		(333)	(21)			9 927

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

	31/12/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Valeur brute	19 704		652	(1 381)			18 975
Amortissements et dépréciations	(9 321)		(632)	1 259			(8 694)
Valeur au bilan (1)	10 383		20	(122)			10 281

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2020
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	403 771		16 180	(5 221)			414 730
Amortissements et dépréciations	(263 769)		(8 473)	4 810		85	(267 347)
Valeur au bilan	140 002		7 707	(411)		85	147 383
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	2 432		56				2 488
Amortissements et dépréciations	(1 560)		(116)				(1 676)
Valeur au bilan	872		(60)				812

	31/12/2018	01/01/2019 (1)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	366 975	12 489		26 430	(1 416)		(707)	403 771
Amortissements et dépréciations	(249 652)	(312)		(15 452)	1 381		266	(263 769)
Valeur au bilan	117 323	12 177		10 978	(35)		(441)	140 002
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 633	(3 286)		467			618	2 432
Amortissements et dépréciations	(1 418)	312		(207)			(247)	(1 560)
Valeur au bilan	3 215	(2 974)		260			371	872

(1) Impact de la comptabilisation du droit d'utilisation dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 Contrats de location

6.8 Provisions

	31/12/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30/06/2020
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	34 545		4 966					39 511
Risques d'exécution des engagements par signature	26 358		37 235		(33 875)			29 718
Risques opérationnels	1 273		26		(25)			1 274
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	7 473		1 543					9 016
Litiges divers	13 185		430	(15)	(2 266)			11 334
Participations	474							474
Restructurations								
Autres risques	11 733		2 709	(1 575)	(29)			12 838
TOTAL	95 041		46 909	(1 590)	(36 195)			104 165

	31/12/2018	01/01/2019 (1)	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Risques sur les produits épargne-logement	22 626	22 626		11 954		(35)			34 545
Risques d'exécution des engagements par signature	23 002	23 002		74 125		(70 769)			26 358
Risques opérationnels	1 573	1 573		25		(325)			1 273
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	7 100	7 100			(40)	(674)		1 087	7 473
Litiges divers	21 289	21 289	(4 000)	2 179	(177)	(6 106)			13 185
Participations	474	474							474
Restructurations									
Autres risques	18 177	18 177		3 180	(2 600)	(7 024)			11 733
TOTAL	94 241	94 241	(4 000)	91 463	(2 817)	(84 933)		1 087	95 041

(1) Reclassement des provisions pour risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat de la rubrique « Provisions » vers la rubrique « Passifs d'impôts courants et différés » au 1er janvier 2019

6.9 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	552	552
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	552	552

6.10 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	Nombre de titres au 30/06/2020	% du capital
Répartition du capital de la Caisse Régionale		
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	16 766 613	30,31%
Dont part du Public	15 312 355	27,68%
Dont part Sacam Mutualisation	396 180	0,72%
Dont part autodétenue	1 058 078	1,91%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	13 591 547	24,57%
Dont part du Public	0	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	2 771 811	5,01%
Dont part Sacam Mutualisation	10 819 736	19,56%
Parts sociales	24 956 540	45,12%
Dont 85 Caisses Locales	24 956 519	45,12%
Dont 19 administrateurs de la Caisse régionale	19	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	1	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	1	0,00%
Dont Autres	0	0,00%
Total	55 314 700	100,00%

La valeur nominale des titres est de 5 euros et le montant total du capital est de 276 573 milliers d'euros.

Rémunération

Au titre de l'exercice 2019, l'Assemblée générale du 22 avril 2020 de la Caisse Régionale Brie Picardie a approuvé le versement de la rémunération nette par CCI/CCA de 1,15 euro et un intérêt aux parts sociales de 0,090 euro. Le versement du dividende interviendra au plus tôt à partir du 1^{er} octobre 2020, sous réserve de l'accord de la BCE.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2016	1,50	1,50	0.090
2017	1,15	1,15	0,090
2018	1,15	1,15	0,10
2019	1,15	1,15	0,090

7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Engagements donnés	2 898 049	2 858 716
Engagements de financement	2 057 951	1 891 051
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 057 951	1 891 051
Ouverture de crédits confirmés	987 878	938 958
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	11 683	5 982
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	976 195	932 976
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 070 073	952 093
Engagements de garantie	840 098	967 665
Engagements d'ordre des établissements de crédit	279 025	422 870
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	723	780
Autres garanties (1)	278 302	422 090
Engagements d'ordre de la clientèle	561 073	544 795
Cautions immobilières	208 041	221 166
Autres garanties d'ordre de la clientèle	353 032	323 629
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	8 661 029	8 205 810
Engagements de financement	69 128	81 779
Engagements reçus des établissements de crédit	69 128	81 779
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	8 591 901	8 124 031
Engagements reçus des établissements de crédit	1 961 051	2 016 076
Engagements reçus de la clientèle	6 630 850	6 107 955
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (2)	2 123 172	1 809 614
Autres garanties reçues	4 507 678	4 298 341
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

(1) Dont 267 034 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance suite à la résiliation anticipée partielle du 2 mars 2020.

(2) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, la Caisse Régionale Brie Picardie a accordé des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français pour 349 146 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	11 962 933	7 323 316
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	73 792	80 695
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension	957 629	
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	12 994 354	7 404 011
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	705	
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	705	

Au 30 juin 2020 la Caisse Régionale Brie Picardie a utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" 2015 et 2019 comme dispositif de refinancement au travers d'une opération de repo. La Caisse Régionale Brie Picardie prête ses titres TTS pour un montant de 957,6 millions d'euros.

Créances apportées en garantie

Au cours du premier semestre 2020, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté 11 962 933 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 7 323 316 milliers d'euros au 31 décembre 2019. La Caisse Régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté :

- 7 975 777 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 459 544 milliers d'euros au 31 décembre 2019 ;
- 864 376 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 895 442 milliers d'euros au 31 décembre 2019 ;
- 3 122 780 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 968 330 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

8. Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas opéré en 2020 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

9. Juste valeur des instruments financiers

9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2020	Juste valeur au 30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	29 194 145	29 194 145		4 583 389	24 610 756
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 583 389	4 583 389		4 583 389	
Comptes ordinaires et prêts JJ	2 900 643	2 900 643		2 900 643	
Comptes et prêts à terme	1 675 978	1 675 978		1 675 978	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	705	705		705	
Prêts subordonnés	6 069	6 063		6 063	
Autres prêts et créances	(6)				
Prêts et créances sur la clientèle	24 610 756	24 610 756			24 610 756
Créances commerciales	5 552	5 552			5 552
Autres concours à la clientèle	24 501 504	24 501 504			24 501 504
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	47 051	47 051			47 051
Comptes ordinaires débiteurs	56 649	56 649			56 649
Titres de dettes	1 051 707	1 070 250	1 070 250		
Effets publics et valeurs assimilées	449 348	456 200	456 200		
Obligations et autres titres à revenu fixe	602 359	614 050	614 050		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	30 245 852	30 264 395	1 070 250	4 583 389	24 610 756

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	26 069 719	26 069 719		26 027 447	42 272
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 096 275	2 096 275		2 096 275	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 177 690	1 177 690		1 177 690	
Comptes et prêts à terme	912 534	912 531		912 531	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	6 054	6 054		6 054	
Autres prêts et créances (3)					
Prêts et créances sur la clientèle	23 973 444	23 973 444		23 931 172	42 272
Créances commerciales	5 778	5 778		5 778	
Autres concours à la clientèle	23 867 756	23 867 756		23 867 756	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	42 272	42 272			42 272
Comptes ordinaires débiteurs	57 638	57 638		57 638	
Titres de dettes	507 418	522 029	522 029		
Effets publics et valeurs assimilées	247 406	251 319	251 319		
Obligations et autres titres à revenu fixe	260 012	270 710	270 710		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 577 137	26 591 748	522 029	26 027 447	42 272

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2020	Juste valeur au 30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	19 502 179	19 502 179		19 502 179	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	4	15 623		15 623	
Comptes et emprunts à terme	18 544 546	18 528 927		18 528 927	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	957 629	957 629		957 629	
Dettes envers la clientèle	9 169 594	9 169 594		9 048 044	121 550
Comptes ordinaires créditeurs	7 759 914	7 759 914		7 759 914	
Comptes d'épargne à régime spécial	121 550	121 550			121 550
Autres dettes envers la clientèle	1 288 130	1 288 130		1 288 130	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et retrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	909 933	909 933	163 656	746 277	
Dettes subordonnées	552	552		552	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	29 582 258	29 582 258	163 656	29 297 052	121 550

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	16 921 111	16 921 111		16 921 111	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	64 066	82 494		82 494	
Comptes et emprunts à terme	16 857 045	16 838 617		16 838 617	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	8 006 028	8 006 028		7 877 603	128 425
Comptes ordinaires créditeurs	6 542 043	6 542 043		6 542 043	
Comptes d'épargne à régime spécial	128 425	128 425			128 425
Autres dettes envers la clientèle	1 335 560	1 335 560		1 335 560	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et retrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	1 084 204	1 084 203	91 628	992 575	
Dettes subordonnées	552	552		552	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 011 895	26 011 894	91 628	25 791 841	128 425

9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 033	78	16 955	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	17 033	78	16 955	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	563 854	417 254	141 092	5 508
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	39 791	976	38 815	
Actions et autres titres à revenu variable	1 168	976	192	
Titres de participation non consolidés	38 623		38 623	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	524 063	416 278	102 277	5 508
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	524 063	416 278	102 277	5 508
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	22 595	2 899	14 188	5 508
OPCVM	501 468	413 379	88 089	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	2 137 216	74 173	2 063 043	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 057 276		2 057 276	
Actions et autres titres à revenu variable	4 955		4 955	
Titres de participation non consolidés	2 052 321		2 052 321	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	79 940	74 173	5 767	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	79 940	74 173	5 767	
Effets publics et valeurs assimilées	60 203	60 203		
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 737	13 970	5 767	
Instruments dérivés de couverture	94 423		94 423	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 812 526	491 505	2 315 513	5 508
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 305		9 305	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	9 305		9 305	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	758 647	615 881	137 302	5 464
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	45 566	1 219	44 347	
Actions et autres titres à revenu variable	1 410	1 219	191	
Titres de participation non consolidés	44 156		44 156	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	713 081	614 662	92 955	5 464
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	713 081	614 662	92 955	5 464
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 292	3 110	15 718	5 464
OPCVM	688 789	611 552	77 237	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	2 240 404	14 600	2 225 804	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 220 211		2 220 211	
Actions et autres titres à revenu variable	4 955		4 955	
Titres de participation non consolidés	2 215 256		2 215 256	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	20 193	14 600	5 593	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	20 193	14 600	5 593	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 193	14 600	5 593	
Instruments dérivés de couverture	74 313		74 313	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	3 082 669	630 481	2 446 724	5 464
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	19 342	120	19 222	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	19 342	120	19 222	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	695 985		695 985	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	715 327	120	715 207	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 218	4	11 214	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	11 218	4	11 214	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	486 582		486 582	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	497 800	4	497 796	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					Instruments dérivés
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
(en milliers d'euros)											
Solde de clôture (31/12/2019)	5 464										
Gains /pertes de la période (1)	44										
Comptabilisés en résultat	44										
Comptabilisés en capitaux propres											
Achats de la période											
Ventes de la période											
Emissions de la période											
Dénouements de la période											
Reclassements de la période											
Variations liées au périmètre de la période											
Transferts											
Transferts vers niveau 3											
Transferts hors niveau 3											
Solde de clôture (30/06/2020)	5 508										

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																		
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes				Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
(en milliers d'euros)																			
Solde de clôture (31/12/2019)								5 464		5 464									
Gains /pertes de la période (1)								44		44									
Comptabilisés en résultat								44		44									
Comptabilisés en capitaux propres																			
Achats de la période																			
Ventes de la période																			
Emissions de la période																			
Dénouements de la période																			
Reclassements de la période																			
Variations liées au périmètre de la période																			
Transferts																			
Transferts vers niveau 3																			
Transferts hors niveau 3																			
Solde de clôture (30/06/2020)								5 508		5 508									

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	(37)
Comptabilisés en résultat	(37)
Comptabilisés en capitaux propres	

10. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Bilan Actif

Impacts IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	01/01/2019 Retraité	Impact IFRS 16	01/01/2019 Publié
Caisse, banques centrales	90 551		90 551
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	255 493		255 493
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	6 059		6 059
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	249 434		249 434
Instruments dérivés de couverture	23 748		23 748
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 107 549		2 107 549
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	10 818		10 818
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	2 096 731		2 096 731
Actifs financiers au coût amorti	26 253 854		26 253 854
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	2 931 245		2 931 245
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	22 943 300		22 943 300
<i>Titres de dettes</i>	379 309		379 309
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	130 805		130 805
Actifs d'impôts courants et différés	93 587		93 587
Comptes de régularisation et actifs divers	681 788		681 788
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	10 383		10 383
Immobilisations corporelles	129 500	12 177	117 323
Immobilisations incorporelles	241	(2 974)	3 215
Ecarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF	29 777 499	9 203	29 768 296

Bilan Passif

Impacts IFRS 16 et reclassement des provisions sur risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat au 31 décembre 2019

	01/01/2019	Impact	Provisions pour risques fiscaux sur IS	01/01/2019
(en milliers d'euros)	Retraité	IFRS 16		Publié
Banques centrales				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7 081			7 081
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	7 081			7 081
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>				
Instruments dérivés de couverture	167 038			167 038
Passifs financiers au coût amorti	24 948 630			24 948 630
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	16 992 890			16 992 890
<i>Dettes envers la clientèle</i>	6 881 930			6 881 930
<i>Dettes représentées par un titre</i>	1 073 810			1 073 810
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	61 503			61 503
Passifs d'impôts courants et différés	4 050		4 000	50
Comptes de régularisation et passifs divers	700 144	9 203		690 941
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Provisions	90 241		(4 000)	94 241
Dettes subordonnées	552			552
Total dettes	25 979 240	9 203		25 970 037
Capitaux propres	3 798 260			3 798 260
Capitaux propres part du Groupe	3 798 259			3 798 259
Capital et réserves liées	1 674 387			1 674 387
Réserves consolidées	1 624 989			1 624 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	309 308			309 308
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées				
Résultat de l'exercice	189 575			189 575
Participations ne donnant pas le contrôle	1			1
TOTAL DU PASSIF	29 777 499	9 203		29 768 296

11. Périmètre de consolidation au 30 Juin 2020

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole Brie Picardie	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
CRCAM Brie Picardie	Intégration globale		France		Mère	100%	100%	100%	100%
85 Caisses Locales	Intégration globale		France		Mère	100%	100%	100%	100%
SAS Brie Picardie Expansion	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Brie Picardie Croissance	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 compartiment CR887	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 compartiment CR887	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 compartiment CR887	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2019 compartiment CR887	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2020 compartiment CR887	Intégration globale	Entrée dans le périmètre	France		Entité structurée contrôlée	100%		100%	

Au 30 juin 2020, la Caisse Régionale Brie Picardie ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

12. Événements postérieurs au 30 juin 2020

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas constaté d'événements postérieurs à la clôture.

DÉCLARATION DU RESPONSABLE

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Amiens, le 28 juillet 2020

Le Directeur Général
Guillaume ROUSSEAU

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE BRIE PICARDIE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur
l'information financière semestrielle 2020

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

MAZARS

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

SIEGE SOCIAL : 63, RUE DE VILLIERS – 92 200 NEUILLY SUR SEINE
TEL : +33 (0) 1 56 57 58 59 - FAX : +33 (0) 1 56 57 58 60

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE
TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01
SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE B 784 824 153

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE BRIE PICARDIE

Siège Social : 500 rue Saint-Fuscien - 80 095 Amiens
Société Coopérative à Capital Variable
RCS Amiens D 487 625 436

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle 2020

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92 200 Neuilly Sur Seine Cedex

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1er janvier au 30 juin 2020)

Aux Sociétaires

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

500, rue Saint Fuscien
80000 Amiens

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 28 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 28 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 3 août 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Jérôme-Eric GRAS

Franck BOYER

Associé

Associé



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 500 rue Saint-Fuscien 80095 AMIENS CEDEX 3
487 625 436 RCS AMIENS - Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 022 607